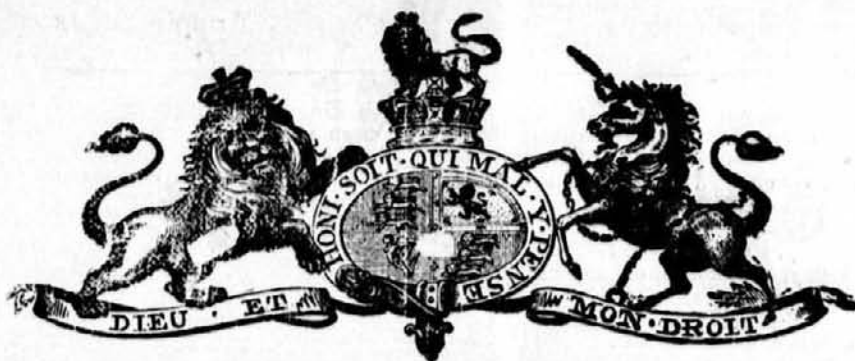




Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 27 MAI 1899.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

807

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF.

Québec, 20 mai 1899.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR d'ordonner que l'Honorable Joseph Shehyn, membre du Conseil Exécutif, soit chargé d'agir comme secrétaire et registraire de la province, pendant l'absence en Europe de l'Hon. J. E. Robidoux.

2057

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil Exécutif.

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF.

Québec, 20 mai 1899.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, d'ordonner que l'honorable S. N. Parent, commissaire des terres, forêts et pêcheries, soit chargé d'agir comme procureur-général de la province, pendant l'absence en Europe de l'honorable Horace Archambeault.

2055

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 27th MAY, 1899.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

808

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 20th May, 1899.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to order that the Honorable Joseph Shehyn, member of the Executive Council, be authorized to act as Provincial Secretary and registrar, during the absence in Europe of the Hon. J. E. Robidoux.

2058

GUSTAVE GRENIER,
Clerk Executive Council.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 20th May, 1899.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to order that the Honorable S. N. Parent, commissioner of lands, forests and fisheries, be authorized to act as Attorney General for the province, during the absence in Europe of the Honorable Archambeault.

2056

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 17 mai 1899, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix des districts suivants, savoir :

District d'Ottawa : — MM. John Reilly, jr., Edwin McClosky, Francis Davis, Robert Robertson et Robert Reilly, tous de Sainte-Angélique, comté d'Ottawa.

District de Montréal : — M. Alfred Dansereau, comptable, de la cité de Montréal.

District de Québec : — M. Charles Dubé, de Sillery, comté de Québec. 1965

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 18 mai 1899, d'adjoindre à la commission de la paix au district de Saguenay, MM. Olivier Thibault et Louis Bouchard, de la Baie de Mille Vaches, comté de Saguenay. 1993

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 18 mai 1899, de nommer M. J. A. Mercier, inspecteur des sociétés de secours mutuels, dans la province de Québec, de la cité de Montréal, juge de paix sous l'autorité de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur toute la province. 1995

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 18 mai 1899, de nommer MM. Alphonse Pelletier, marchand, de la paroisse des Trois-Pistoles, comté de Témiscouata, et Gavin J. Walker, de Lachute, comté d'Argenteuil, membres du conseil de l'instruction publique. 1997

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 20e jour d'avril 1899, de nommer Henry Spawforth Holt, écuyer, du No. 6, Carré Gray's Inn, Londres, W. C., Angleterre, solliciteur de la cour suprême de justice en Angleterre, commissaire pour recevoir des affidavits devant servir dans les cours de record de la province de Québec, conformément à l'article 27 du code de procédure civile de la province de Québec. 1987

Proclamations

MINTO.

[L. S.]

CANADA.

VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner, — SALUT :

PROCLAMATION

E. L. NEWCOMBE, } **A**TTENDU qu'en
Sous-ministre de la } vertu des disposi-
Justice, Canada. } tions de l'Acte de tem-
pérance du Canada et ses amendements, l'avis sui-
vant a été adressé au Secrétaire d'Etat pour le Ca-
nada, accompagné de la pétition ci-jointe : —

“ A l'honorable Secrétaire d'Etat du Canada, —

“ MONSIEUR, — Nous soussignés, électeurs du
“ comté de Brome, dans le district de Bedford,
“ province de Québec, vous prions de prendre con-

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 17th May, 1899, to associate the persons whose names following to the commission of the peace for the following districts, to wit :

District of Ottawa : — Messrs. John Reilly, jr., Edwin McClosky, Francis Davis, Robert Robertson and Robert Reilly, all of Sainte Angélique, county of Ottawa.

District of Montreal : — Mr Alfred Dansereau, accountant, of the city of Montreal.

District of Quebec : — Mr Charles Dubé, of Sillery, county of Quebec. 1966

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th of May, 1899, to associate to the commission of the peace for the district of Saguenay, Messrs. Olivier Thibault and Louis Bouchard, of Baie de Mille Vaches, county of Saguenay. 1994

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th day of May, 1899, to appoint Mr J. A. Mercier, inspecteur of mutual benefit associations, in the province of Quebec, of the city of Montreal, a justice of the peace under the authority of article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the whole province. 1996

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th day of May, 1899, to appoint Messrs. Alphonse Pelletier, merchant, of the parish of Trois-Pistoles, county of Temiscouata, and Gavin J. Walker, of Lachute, county of Argenteuil, members of the council of public instruction. 1998

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th day of April, 1899, to appoint Henry Spawforth Holt, of 6, Gray's Inn Square, London, W. C., England, esquire, solicitor of the supreme court of judicature in England, a commissioner to receive affidavits to be used in the courts of record of the province of Quebec, under the authority of article 27 of the code of civil procedure of the province of Quebec. 1988

Proclamations

MINTO.

[L. S.]

CANADA.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in anywise concern, — GREETING :

A PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, } **W**HEREAS in pur-
Deputy of the Minister of } suance of the
Justice, Canada. } provisions of the Canada
Temperance Act and amendments thereto, the
following notice has been addressed to the Secretary
of State for Canada, embodying the petition therein
set forth :

“ To the Honourable the Secretary of State for
“ Canada, —

“ SIR, — We, the undersigned electors of the
“ County of Brome, in the District of Bedford,
“ Province of Quebec, request you to take notice

"naissance que nous désirons présenter la pétition ci-dessous à Son Excellence le Gouverneur général du Canada en conseil, savoir :

"La pétition des électeurs du dit comté de Brome, ayant qualité et capacité pour voter à l'élection d'un membre de la Chambre des Communes, dans le dit comté,—Exposé respectueusement,—

"Que vos pétitionnaires désirent que l'arrêté en conseil passé pour mettre en vigueur dans le dit comté la seconde partie de l'Acte de tempérance du Canada soit révoqué.

"En conséquence vos pétitionnaires prient humblement qu'il plaise à Votre Excellence par un arrêté en conseil en vertu du neuvième article de l'Acte à l'effet de modifier l'Acte de tempérance du Canada, 1888, de déclarer que le dit arrêté en conseil, mettant en vigueur, dans le dit comté, telle seconde partie du dit "Acte de tempérance du Canada," ne sera plus en vigueur.

"Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier, etc."

"Et que nous désirons que les votes de tous les électeurs du dit comté soient enregistrés pour et contre la révocation du dit arrêté en conseil."

Et attendu que la deuxième partie du dit Acte a été mise en vigueur dans le dit comté de Brome, dans la province de Québec, par un arrêté en conseil du vingt-troisième jour de mars dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-cinq.

Et attendu qu'il appert à la satisfaction du Gouverneur général en conseil que cet avis est revêtu des signatures authentiques d'un quart ou plus de tous les électeurs du dit comté de Brome, dans la province de Québec ; qu'il est constaté que les signatures apposées à l'avis sont des signatures authentiques au nombre de mille quatre cent trente-six, et que les autres exigences de l'acte ont été observées ;

Et attendu qu'un arrêté du Gouverneur général en conseil a été passé, ordonnant que les votes de tous les électeurs du dit comté de Brome soient enregistrés pour ou contre l'adoption de la dite pétition,—

SACHEZ maintenant, que par les présentes et en vertu de l'autorité qui Nous est conférée par les dits acte et arrêté en conseil, Nous proclamons et déclarons que mardi, le vingtième jour de juin prochain (1899), un poll sera tenu dans le dit comté de Brome pour y recevoir les votes des électeurs pour et contre la dite pétition. Que ces votes seront enregistrés au scrutin secret depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures de l'après midi de ce jour-là.

Que Henry Ernest Williams, de Knowlton, dans le dit comté, cultivateur, a été nommé officier-rapporteur dans le but de recevoir ce jour-là les votes des électeurs pour et contre la pétition, de compter ensuite les votes, et puis de faire rapport du résultat au Gouverneur général en conseil. Que le dit officier-rapporteur est autorisé et requis de nommer un sous-officier-rapporteur à et pour chaque bureau de votation. Que l'officier-rapporteur nommera les différentes personnes qui devront se tenir aux différents bureaux de votation, et qui devront faire le décompte final des votes, au nom des personnes autorisées à favoriser ou à s'opposer respectivement à l'adoption de la pétition, au palais de justice, en la ville de Knowlton, dans le dit comté de Brome, jeudi, le quinzième jour de juin prochain à dix heures de l'avant-midi.

Que les votes des électeurs seront comptés, et le résultat de la votation annoncé par l'officier-rapporteur au dit palais de justice, en la dite ville de Knowlton, samedi, le vingt-quatrième jour de juin prochain, à dix heures du matin.

Et, dans le cas d'adoption de la pétition par les électeurs le Gouverneur général en conseil pourra, en tout temps après l'expiration d'une période de trente jours depuis la date de l'adoption de la dite pétition, par un arrêté en conseil publié dans la *Gazette du Canada*, révoquer le dit arrêté en con-

"that we propose presenting the following petition to His Excellency the Governor General of Canada in Council :—

"The petition of the electors of the said County of Brome, qualified and competent to vote at the election of a member of the House of Commons, in the said County,—Respectfully shows,—

"That your petitioners are desirous that the Order in Council passed for bringing into force within the said County the second part of "The Canada Temperance Act" should be revoked.

"Wherefore, your petitioners humbly pray that Your Excellency will be pleased, by an Order in Council under section nine of "The Canada Temperance Amendment Act, 1888," to declare that the said Order in Council which brought into force and effect the said second part of the said "The Canada Temperance Act" in the said County, shall no longer be in force.

"And your petitioners will ever pray, &c."

"And that we desire that the votes of the electors of the said County be taken for and against the revocation of the said Order in Council."

AND WHEREAS the second part of the said Act was brought into force in the said County of Brome, in the Province of Quebec, by an Order in Council dated the 23rd day of March, 1885.

AND WHEREAS it appears by evidence to the satisfaction of the Governor General in Council that such notice has appended to it the genuine signatures of one-fourth or more of all the electors of the said County of Brome, in the Province of Quebec, the number of the signatures to the notice proved to be genuine being one thousand four hundred and thirty-six, and that the other requirements of the law have been observed ;

AND WHEREAS an Order of the Governor General in Council has been passed directing that the votes of all the electors of the said County of Brome be taken for and against the adoption of the said petition,—

NOW KNOW YE, that we do hereby, and by virtue of the authority vested in Us by the said Act and Order in Council, proclaim and declare, that on Tuesday, the twentieth day of June next (1899), a poll will be held in the said County of Brome, for taking the votes of the electors for and against the said petition ; That such votes will be taken between the hours of nine o'clock in the forenoon and five o'clock in the afternoon of that day and by ballot.

That Henry Ernest Williams, of Knowlton, in the said County, farmer, has been appointed Returning Officer for the purpose of taking on that day the votes of the electors for and against the petition, and of afterwards summing up the same and making a return of the result to the Governor General in Council ; That the said Returning Officer is empowered and required to appoint a Deputy Returning Officer at and for each polling place or station ; That the Returning Officer will appoint persons to attend at the various polling stations and at the final summing up of votes, on behalf of the persons interested in and promoting or opposing, respectively, the adoption of the petition, at the Court-House in the Town of Knowlton, in the said County of Brome, on Tuesday, the fifteenth day of June next, at ten of the clock in the forenoon.

That the votes of the electors will be summed up and the result of the polling declare by the Returning Officer at the said Court-House in the said Town of Knowlton, on Saturday, the twenty-fourth day of June next, at ten of the clock in the forenoon.

And in the event of the petition being adopted by the electors, the Governor General in Council may, at any time after the expiration of thirty days from the day on which the same was adopted, by Order in Council published in the *Canada Gazette*, revoke the said Order in Council of the 23rd day of

seil du 23ième jour de mars 1885, par lequel la deuxième partie de l'Acte de tempérance du Canada, 1878 devenait exécutoire dans le dit comté de Brome, tel que y mentionné.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis d'en prendre avis et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre Très fidèle et Bien-aimé Cousin le Très honorable Sir GILBERT JOHN ELLIOT MURRAY-KYNNYMOND, Comte de Minto et Vicomte Melgund de Melgund, comté de Forfar, dans la pairie du Royaume-Uni, Baron Minto de Minto, comté de Roxburgh, dans la pairie de la Grande-Bretagne, Baronnet de la Nouvelle-Ecosse, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, etc., etc., Gouverneur Général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE d'OTTAWA, ce DIXIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

JOSEPH POPE,
Sous-secrétaire d'Etat.

1973

Canada
Province de }
Québec
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qu devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TRENTE-UNIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le TRENTE-UNIEME jour du mois de MAI mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, LUNDI, le DIXIEME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGTIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1331

March, 1885, by which the second part of The Canada Temperance Act, 1878, was brought into force in the said County of Brome as therein mentioned.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Right Well-beloved Cousin the Right Honourable Sir GILBERT JOHN ELLIOT MURRAY-KYNNYMOND, Earl of Minto and Viscount Melgund of Melgund, County of Forfar, in the Peerage of the United Kingdom, Baron Minto of Minto, County of Roxburgh, in the Peerage of Great Britain, Baronet of Nova Scotia, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, etc., etc., Governor General of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this TENTH day of MAY, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By Command,

JOSEPH POPE,
Under-Secretary of State.

1974

Canada,
Province of }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the THIRTY-FIRST day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you— GREETING :

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the THIRTY-FIRST day of the month of MAY, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on MONDAY, the TENTH day of the month of JULY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTIETH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

1332

Canada,
Province of
Québec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourraient concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU qu'en
Proc. Général. } vertu des dispositions de l'article 5662 des statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Commissaire de la Colonisation et des Mines, un plan de chaque cité, ville et village constitués en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1° Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2° Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

3° Toute chose propre à faire comprendre le plan. Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Commissaire peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Commissaire reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot, et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désigné en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

" La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titré, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation, l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

" 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

Canada,
Province of
Québec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS, in virtue
Atty. Genl. } of the provisions of article 5662 of the revised statutes of the province of Québec, it is enacted that the Commissioner of Colonization and Mines shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, incorporated village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;

2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Commissioner may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible ; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Commissioner remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

" 2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

" The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

" As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

" 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

" 2170. A compter de ce dépôt, le registrateur doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

" 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registrateur doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot, de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

" 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du lieutenant-gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131, pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

" Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

" 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

" 2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire déposer au bureau du registrateur de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

" Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé ; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises, et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'honorable Commissaire de la Colonisation et des Mines de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction un plan et livre de renvoi du cadastre du canton de New-Richmond, comté de Bonaventure.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, et restent dans les archives de son bureau ; ET ATTENDU qu'une copie des dits plan et livre de renvoi certifiée par le dit Commissaire de la Colonisation et des Mines a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de BONAVENTURE, et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir : depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés ; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 5662 des Statuts refondus de la

" 2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immovables mentioned in the second place in article 2161.

" 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

" 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immovable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

" An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

" 2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

" 2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

" The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed ; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honorable Commissioner of Colonization and Mines of Our province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan and book of reference of the cadastre of the township of New Richmond, county of Bonaventure.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bear also the signature of Our said Commissioner of Colonization and Mines, and remain of record in his office ; AND WHEREAS copy of such plan and book of reference certified by the said Commissioner of Colonization and Mines, has been deposited in the office of the registrar of the registration division of the county of BONAVENTURE, and there remains open to the inspection of the public, during office hours, that is to say : between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and Holidays ; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Commissioner of Colonization and Mines has, in every respect, complied with the provisions of the said article 5662 of

province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent ;

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite province, a fixé le VINGT-DEUXIEME jour du mois de JUIN prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de BONAVENTURE, relativement au canton de NEW-RICHMOND, faisant partie de la dite division d'enregistrement ;

A CES CAUSES, Nous déclarons par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit VINGT-DEUXIEME jour du mois de JUIN prochain, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de BONAVENTURE, relativement au canton de NEW-RICHMOND ; Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit VINGT-DEUXIEME jour du mois de JUIN prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-SEPTIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1969

Canada,
Province de
Québec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU qu'en
Proc.-Général. } vertu des dispositions de l'article 5662 des statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Commissaire de la Colonisation et des Mines, un plan de chaque cité, ville et village constitués en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

3. Toute chose propre à faire comprendre le plan. Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

the Revised Statutes of the province of Quebec, and with those of the civil code of Lower Canada relating thereto ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the TWENTY-SECOND day of the month of JUNE next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada shall come into force in the said registration division of the county of BONAVENTURE, respecting the township of NEW RICHMOND, forming part of the said registration division :

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said TWENTY-SECOND day of the month of JUNE next, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in and apply respectively to the said registration division of the county of BONAVENTURE, respecting to the township of NEW RICHMOND ; And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division, to renew the same within the period of two years after the said TWENTY-SECOND day of the month of JUNE next, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTEENTH day of MAY in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

J.-E. ROBIDOUX
Provincial Secretary.

1970

Canada,
Province of
Quebec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS, in virtue
Atty. General. } of the provisions of article 5662 of the Revised Statutes of the province of Quebec, it is enacted that the Commissioner of Colonization and Mines shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, incorporated village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

Le Commissaire peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Commissaire reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot, et suffit dans tout document quelconque; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

" La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus; à défaut de telle désignation, l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

" 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

" 2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

" 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant, sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquentement dans les autres livres et registres affectant tel lot, de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquentement concernant ce lot.

" 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du lieutenant-gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131, pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

" Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

" 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des

The Commissioner may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible; and such date is marked upon it and the plan which is signed by the Commissioner remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

" 2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot and is sufficient as such in any document whatever; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties continuous thereto; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

" The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

" As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

" 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the governor in council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

" 2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

" 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immoveables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lot, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

" 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168, into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

" An index must be kept for the books used for the registration of the notices mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

" 2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent pur-

acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

" 2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

" Le dépôt de ces plan et livre de renvoi est annoncé par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé ; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises, et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'honorable Commissaire de la Colonisation et des Mines de Notre Province de Québec a fait préparer, sous sa direction, des plans et livres de renvoi du village incorporé de Rock Island et d'une partie du canton de Barnston, dans la division d'enregistrement du comté de Stanstead ;

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, et restent dans les archives de son bureau ; ET ATTENDU que des copies des dits plans et livre de renvoi certifiées par le dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, ont été déposées dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de STANSTEAD, et restent ouvertes à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir : depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et es fêtes exceptés ; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines s'est, en tout point, conformé aux dispositions du dit article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent :

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le VINGT-DEUXIEME jour du mois de JUIN prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de STANSTEAD, relativement au village incorporé de ROCK ISLAND, et d'une partie du canton de BARNSTON, faisant partie de la dite division d'enregistrement ;

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit VINGT-DEUXIEME jour du mois de JUIN prochain, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de STANSTEAD, relativement au village incorporé de ROCK ISLAND, et d'une partie du canton de BARNSTON ; Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit VINGT-DEUXIEME jour du mois de JUIN prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

chasers whose claims have been regularly registered.

" 2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

" The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed ; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited, in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honorable the Commissioner of Colonization and Mines of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, correct plans and books of reference of the incorporated village of Rock Island, and of a part of the township of Barnston, in the registration division of the county of Stanstead.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bear also the signature of Our said Commissioner of Colonization and Mines, and remain of record in his office ; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference certified by the said Commissioner of Colonization and Mines, has been deposited in the office of the registrar for the registration division of the county of STANSTEAD, and there remain open to the inspection of the public during office hours, that is to say : between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and Holidays ; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Commissioner of Colonization and Mines has, in every respect, complied with the provisions of the said article 5662 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto :

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the TWENTY-SECOND day of the month of JUNE next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada shall come into force in the said registration division of the county of STANSTEAD, respecting the incorporated village of ROCK ISLAND, and a part of the township of BARNSTON, forming part of the said registration division ;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said TWENTY-SECOND day of the month of JUNE next, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in and apply respectively to the said registration division relating to the incorporated village of ROCK ISLAND, and of a part of the township of BARNSTON ; And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division, to renew the same within the period of two years after the said TWENTY-SECOND day of the month of JUNE next, on pain of the forfeiture of priority in the said provided Civil Code.

Of all which loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-SEPTIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1967

Canada,
Province de }
Québec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Commissaire de la Colonisation et des Mines, un plan de chaque cité, ville et village constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et
3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Commissaire peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Commissaire réste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé, et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

"La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, the SEVENTENTH day of MAY in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

J. E. ROBIDOUX,
Provincial Secretary.

1968

Canada,
Province of }
Quebec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS, in virtue of the provisions of article 5662 of the Revised Statutes of the province of Quebec, it is enacted that the Commissioner of Colonization and Mines shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, incorporated village, parish, township, or part thereof, in each county or registration division in the Province, with a book of reference to each, in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and
3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Commissioner may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible, and such date is marked upon it and the plan which is signed by the Commissioner remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division, has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or

telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

" 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

" 2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

" 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

" 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

" Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

" 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

" 2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

" Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé ; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce Code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166 "

ET ATTENDU que l'honorable Commissaire de la Colonisation et des Mines de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, des plans et livres de renvoi du cadastre des cantons Liniers, Woburn et Jersey, dans la division d'enregistrement du comté de Beauce.

in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

" As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immovables indicated on such plan are bound to designate such immovables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

" 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

" 2170. The registrar so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immovables mentioned in the second place in article 2161.

" 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

" 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immovable affected in the manner prescribed in article 2168 and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

" An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

" 2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

" 2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township, or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant-Governor in Council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

" The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed ; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166. "

AND WHEREAS the Honorable the Commissioner of Colonization and Mines of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plans and books of reference of the townships of Liniers, Woburn and Jersey, in the registration division of the county of Beauce.

ET ATTENDU que les dits plans et livres de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU que des copies des dits plans et livres de renvoi certifiées par le dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, ont été déposées dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de BEAUCE, et restent ouvertes à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir: depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines s'est en tout point, conformé aux dispositions du dit article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent.

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le VINGT-DEUXIEME jour du mois de JUIN prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement relativement aux cantons LINIERE, WOBURN et JERSEY, faisant partie de la dite division d'enregistrement;

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit VINGT-DEUXIEME jour du mois de JUIN prochain, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de BEAUCE, relativement aux cantons LINIERE, WOBURN et JERSEY; Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit VINGT-DEUXIEME jour du mois de JUIN prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-SEPTIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1971

Avis du Gouvernement

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 23 mai 1899.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Victor Normandin, écrivain, notaire public, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feus Louis Normandin et Jules C. Normandin, en leur vivant

AND WHEREAS such plans and books of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bear also the signature of Our said Commissioner of Colonization and Mines, and remain of record in his office; AND WHEREAS a copy of such plans and books of reference certified by the said Commissioner of Colonization and Mines, has been deposited in the office of the registrar for the registration division of the county of BEAUCE, and there remain open to the inspection of the public, during office hours, that is to say: between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and Holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Commissioner of Colonization and Mines has, in every respect, complied with the provisions of the said article 5662 of the Revised Statutes of the Province of Quebec and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto.

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the TWENTY-SECOND day of the month of JUNE next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada shall come into force in the said registration division respecting the townships of LINIERE, WOBURN and JERSEY, forming part of the said registration division;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said TWENTY-SECOND day of the month of JUNE next, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in and apply respectively to the said registration division of the county of BEAUCE, respecting the townships of LINIERE, WOBURN and JERSEY; And we do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division to renew the same within the period of two years after the said TWENTY-SECOND day of the month of JUNE next, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTEENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

J. E. ROBIDOUX,
Provincial Secretary.

1972

Government Notices

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 23rd May, 1899.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, by Victor Normandin, esquire, notary public, of the city of Montreal, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Louis Normandin and Jules C. Normandin, in their life-

notaires publics, pratiquant en la paroisse de Boucherville, dans le district de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685 S. R. P. Q.

1985

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Denonville.

$\frac{1}{2}$ N.-E. du lot 27, du 1er rang, à Lamb. Plourde.

$\frac{1}{2}$ N.-E. du lot 18, du 8e rang, à Max. Boucher.

Canton Macpès.

Lot 36, du 4e rang, à François Lavoie.

Lot 11, du 6e rang, à Hubert Brisson.

Canton Neigette.

Lot 35, du 7e rang, à Ferd. Levesque.

Lot 37, du 7e rang, à Théoph. Gagné.

Canton Duquesne.

Lot 30, du rang B, à Jos. Landry.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

Québec, 27 mai 1899.

2061

PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES.

Branche des Ventes, Section Ouest.

Québec, 16 mai 1899.

Avis est par le présent donné que le pouvoir d'eau formé par cette partie de la rivière Ottawa, vis-à-vis le canton Onslow, à une distance de quatre (4) milles de la gare de Quyon, chemin de fer Pontiac et Pacifique, comprenant les rapides et les chûtes des "Chats" ainsi que les îles et les îlots avoisinants, situés dans les limites de la province de Québec, seront offerts en vente à l'enchère publique, dans la salle de vente du département des terres, forêts et pêcheries, en cette ville, JEUDI, le HUITIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, aux conditions qui suivent :

La mise à prix du dit pouvoir d'eau est de \$20,000 (vingt milles piastres), et le prix de vente sera payable comptant.

Un dépôt de \$5,000 (cinq milles piastres), par chèque accepté, sera exigé au préalable, de toute personne désirant enchérir.

L'acquéreur devra dépenser \$300,000 (trois cent mille piastres) dans les trois ans qui suivront la date de la vente pour développer et exploiter le dit pouvoir d'eau.

La vente du pouvoir d'eau en question sera aussi sujette aux réserves suivantes, savoir : La compagnie "The Upper Ottawa Improvement Company" conservera la jouissance et la possession de tous les travaux, glissoirs, chaussées, jetées, estacades qu'elle a construit pour le flottage des billots et du bois, à Sturgeon Falls, et l'usage du chenal nord de Black Chute, avec le droit de les réparer et d'y avoir accès au besoin ; ces conditions pouvant être néanmoins modifiées le jour de la vente.

Le tout tel qu'indiqué sur les plans déposés à cet effet au département, à Québec, ainsi qu'à Montréal, Hull et Trois-Rivières, au bureau des agents des terres et des bois de la Couronne.

S. N. PARENT,
C. T. F. et P.

1937 2

time, notaries public, practising in the parish of Boucherville, in the district of Montreal, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

1986

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Denonville.

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 27, of 1st range, to Lamb. Plourde.

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 18, of 8th range, to Max. Boucher.

Township Macpès.

Lot 36, of 4th range, to François Lavoie.

Lot 11, of 6th range, to Hubert Brisson.

Township Neigette.

Lot 35, of 7th range, to Ferd. Levesque.

Lot 37, of 7th range, to Théoph. Gagné.

Township Duquesne.

Lot 30, of range B, to Jos. Landry.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

Quebec, 27th May, 1899.

2062

PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF LANDS, FORESTS AND FISHERIES.

Sales' Branch. Western Section.

Quebec, 16th May, 1899.

Notice is hereby given that the water power formed by that part of the river Ottawa, opposite the township of Onslow, situate (4) four miles from Quyon station, of the Pontiac and Pacific railway, comprising the rapids and falls of "Les Chûtes des Chats," as well as the islands and islets in connection therewith, situate within the limits of the province of Quebec, will be offered at public auction sale in the salesroom of the department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, on THURSDAY, the EIGHTH day of JUNE now next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, upon the following conditions :

The upset price of the said water power shall be \$20,000 (twenty thousand dollars), and the purchase price shall be payable in cash.

A deposit of \$5,000 (five thousand dollars), by accepted cheque, will be required as a preliminary from each intending bidder.

§ The purchaser must bind himself to disburse in the way of improvements and development of the said water power, within a delay of three years from date of sale, the sum of \$300,000 (three hundred thousand dollars).

The sale of the said water power is made subject also to the following conditions, viz : That the Upper Ottawa Improvement Company will remain in the enjoyment and possession of all the works, slides, dams, piers and booms which they have constructed for the purpose of holding and floating logs and timber, at Sturgeon Falls, and the use of the channel north of the "Black Chute," together with the right to repair said works and have access to them when required ; these conditions, however, are alterable on the day of sale.

The whole as indicated on plans deposited in the department at Quebec, and at Hull, Montreal and Three Rivers, in the Crown Lands agencies office.

S. N. PARENT,
C. of L. F. and F.

1938

No 1975.91.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Delimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, les lots suivants du cadastre, savoir : Nos. 140, 141, 142, 143, 144, 367, 368, 458, 459, 460 et 461, et les annexer pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire du "village de Dorion," même comté.

1879-2

No 899.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Eriger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Notre-Dame de Lourdes de Ham Nord," comté de Wolfe, la nouvelle paroisse de ce nom, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la Proclamation du 26 juillet dernier (1898).

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1899). 1843-2

No. 262.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

1° Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Alphonse de Thetford, comté de Mégantic, les lots suivants, savoir : Nos 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 des rangs I, II, III et I / du canton de Thetford ;

2° Détacher de la municipalité scolaire du Sacré-Cœur de Marie, même comté, les lots suivants, savoir : Nos 8, 9, 10, 11, 12 et 13 du I^{er} rang, et les lots Nos 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 des rangs V et VI du dit canton de Thetford ;

3° Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre de Broughton, les lots suivants, savoir : 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 des II^e et III^e rang du dit canton, de plus le lot No 7 du IV^e rang du susdit canton de Thetford ; et ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Antoine de Pontbriand", comté de Mégantic.

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1899. 1855-2

No. 150.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Delimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Norbert, comté d'Arthabaska, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Norbert, savoir :

Les lots Nos 205 jusqu'à et y compris le No 228, ainsi que les lots Nos 247, 248, 249, et aussi les Nos 159, 161 et 162 du dit cadastre, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Christophe, dans le même comté.

Cette délimitation ne prendra effet que le 1er juillet prochain (1899).

Les avis publiés dans la *Gazette Officielle* des 6 et 13 mai dernier sont nuls. 1841-2

No. 1975-91.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

To detach from the school municipality of the parish of Vaudreuil, county of Vaudreuil, the following lots of the cadastre, to wit : Nos. 140, 141, 142, 143, 144, 367, 368, 458, 459, 460 and 461, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of the "village de Dorion," in the same county. 1880

No. 899.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Erection of a new school municipality.

To erect into a distinct school municipality, by the name of "Notre Dame de Lourdes de Ham Nord," county of Wolfe, the new parish of that name, with the same limits as are assigned to it by the Proclamation of the 26th of July last (1898.)

This erection to take effect only on the 1st of July next (1899). 1844

No. 262.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Erection of a new school municipality.

1. To detach from the school municipality of Saint-Alphonse de Thetford, county of Mégantic, the following lots, to wit : Nos. 14, 15, 16, 17, 18, 19 and 20 of the ranges I, II, III and IV of the township of Thetford ;

2. To detach from the school municipality of the Sacré Cœur de Marie, same county, the following lots, to wit : Nos. 8, 9, 10, 11, 12 and 13 of the IVth range, and lots Nos. 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 and 20 of the ranges V and VI of the said township of Thetford ;

3. To detach from the school municipality of Saint-Pierre de Broughton, the following lots, to wit : 7, 8, 9, 10, 11, 12 and 13 of the IInd and IIIrd ranges of the said township, and also lot No. 7 of the IVth range of the aforesaid township of Thetford ; and to erect this territory into a distinct school municipality, by the name of "Saint-Antoine de Pontbriand", county of Mégantic.

This erection to take effect only on the 1st of July next, 1899. 1856

No. 150.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

To detach from the school municipality of Saint-Norbert, county of Arthabaska, the following lots of the cadastre of the parish of Saint-Norbert, to wit :

Lots Nos. 205 to and comprising No. 228, as well as lots Nos. 247, 248, 249, and also Nos. 159, 161 and 162 of the said cadastre, and to annex them, for school purposes, to the municipality of Saint-Christophe, in the same county.

This annexation to take effect only on the 1st of July next (1899).

The notices published in the *Official Gazette* of the 6th and 13th of May last are null. 1842

No. 975.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Eriger en municipalité scolaire distincte la nouvelle paroisse de "La Visitation de la Bienheureuse Vierge Marie," dans les comtés de Nicolet et Yamaska, sous le même nom qu'elle porte comme paroisse, et avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation du 2 février dernier 1899.

1853-2

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Hull, P. Q., le 12 juin 1899, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

12 avril 1899.

1381-7

EXTRAITS DES REGLES ET RÈGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

63.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoir, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'éten-

No 975.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Erection of a new school municipality.

To erect into a distinct school municipality the new parish of "La Visitation de la Bienheureuse Vierge Marie," in the counties of Nicolet and Yamaska, by the name it bears as parish, and with the same limits which are assigned to it by the proclamation of the 2nd of February last, 1899.

1854

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at Hull, P. Q., on the 12th June, 1899, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

12th April, 1899.

1382

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessments; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same

des du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

803

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou select sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

3.—Toute demande de bills privés relative à des affaires qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal,

manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the House, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the House in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each House.

LOUIS FRECHETTE
C. L. O.

804

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal,

écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans le district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement

Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local officers; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing, the translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after

après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution ou incorporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent déclarer que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

805-2

Greffier de l'Assemblée Législative.

ERRATUM.

Page 2108 de la *Gazette Officielle de Québec*, du 22 octobre 1898, nominations de juges de paix pour le district de Bedford, au lieu de Jean B. Nadeau, lisez : Joseph Benjamin Nadeau.

1963

Avis Divers

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dame E. J. Murphy, de la ville de Windsor Mills, dans le dit district, épouse commune en biens de Patrick Ling, du même lieu, menuisier, dûment autorisé à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Patrick Ling, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur.

E. J. BEDARD,
Proc. de la demanderesse.

Daté, 17 avril 1899.

2049

the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of a formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,

806

Clerk of the Legislative Assembly

ERRATUM.

Page 2108 of the *Quebec Official Gazette*, of the 22nd of October, 1898, appointments of justices of the peace, for the district of Bedford, instead of Jean B. Nadeau, read : Joseph Benjamin Nadeau.

1964

Miscellaneous Notices

Canada,
Province of Quebec, }
District of St. Francis. } *Superior Court.*
Dame E. J. Murphy, of the town of Windsor Mills, in said district, wife commune en biens of Patrick Ling, of the same place, carpenter, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Patrick Ling, Defendant.
An action en séparation de biens has been instituted by plaintiff against defendant.

E. J. BEDARD,
Atty for plaintiff.

Dated, 17th April, 1899.

2050

Province of Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1140.

Sarah Trudel, épouse de Philias Monette, de la cité et du district de Montréal, Demanderesse ;

vs.
Le dit Philias Monette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

BEAUDIN, CARDINAL,
LORANGER & ST GERMAIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 10 mai 1899. 2045

Province of Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 76.

Dame Malvina Chenette, des cité et district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Pierre Peltier, menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.
Le dit Pierre Peltier, Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

FONTAINE & FONTAINE,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 13 mai 1899. 1837-2

Province of Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 510.

Dame Eugénie Montreuil, épouse de Louis Parent, plombier, de Valleyfield, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son mari.

PLANTE & CHALIFOUX,
Avocats de la demanderesse.
Beauharnois, 8 mai 1899. 1835-2

Province of Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2938.

Dame Marie Zoé Joséphine Letourneux, épouse commune en biens de Edouard Duchêne, de la cité de Saint-Henri, dans le district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.
Le dit Edouard Duchêne, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur en cette cause, le dixième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

DELISLE & HEBERT,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 12 mai 1899. 1833-2

Province of Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Céline Hadd, épouse commune en biens de Pierre Arthur Pelletier, manufacturier, dûment autorisée à ester en justice, des cité et district de Montréal.

vs.
Pierre Arthur Pelletier, du même lieu.
La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

DESMARAIS & CORDEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 13 mai 1899. 1873-2

Province of Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 323.

Dame Rose Delima Joly, de la cité et du district de Montréal, épouse de Jean-Baptiste Garneau, horloger, du même lieu, dûment autorisée par un juge de la cour supérieure, a, ce jour, pris une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER
& ST-GERMAIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 28 avril 1899. 1641-3

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1140.

Sarah Trudel, wife of Philias Monette, of the city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs.
The said Philias Monette, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause.

BEAUDIN, CARDINAL,
LORANGER & ST GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 10th May, 1899. 2046

Province of Québec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 76.

Dame Malvina Chenette, of the city and district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Pierre Peltier, carpenter, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.
The said Pierre Peltier, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.

FONTAINE & FONTAINE,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 13th May, 1899. 1838

Province of Québec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No 510.

Dame Eugénie Montreuil, wife of Louis Parent, plumber, of Valleyfield, has instituted an action for separation as to property against her husband.

PLANTE & CHALIFOUX,
Attorneys for plaintiff.
Beauharnois, 8th May, 1899. 1836

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2938.

Dame Marie Zoé Joséphine Letourneux, wife common as to property of Edouard Duchêne, of the city of Saint Henri, in the district of Montreal, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.
The said Edouard Duchêne, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted against the defendant in this cause, the tenth day of May, one thousand eight hundred and ninety-nine.

DELISLE & HEBERT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 12th May, 1899. 1834

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Céline Hadd, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Pierre Arthur Pelletier, manufacturer, of the same place, duly authorized to ester en justice.

vs.
Pierre Arthur Pelletier of the same place.
An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

DESMARAIS & CORDEAU,
Plaintiff's attorneys.
Montreal, 13th May, 1899. 1874

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 323.

Dame Rose Delima Joly, of the city and district of Montreal, wife of Jean Baptiste Garneau, jeweler, of the same place, duly authorized by a judge of the superior court, has, this day, taken an action in separation as to bed and board from her husband.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER
& ST-GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 28th April, 1899. 1642

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1130.
Dame Almaïs Bachand, a poursuivi ce jour,
Nazaire Fournier dit Préfontaine, son mari, en
séparation de biens.
JODOIN & JODOIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 17 mai 1899. 1921-2

Province de Québec,
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
No. 2879.
Dame Alvine Giasson, épouse de Joseph Pelchat,
marchand, de la paroisse de Saint-Joseph, dis-
trict de Beauce, Demanderesse ;
vs.
Le dit Joseph Pelchat, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause.
S. THEBERGE,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 1er mai 1899. 1643-4

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 2152.
Dame Emilie Vermette, de la cité de Québec, épouse
commune en biens de Paul Parent, plombier,
dûment autorisée par l'un des juges de cette cour,
à l'effet des présentes, Demanderesse ;
vs.
Le dit Paul Parent, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée
ce jour, en cette cause.
ROBITAILLE & ROY,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 15 avril 1899. 1737-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 131.
Dame Delima Longpré, de Saint-Léonard, Port
Maurice, district de Montréal, épouse commune
en biens d'Ovide Collerette, commerçant, du même
lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;
vs.
Ovide Collerette, commerçant, du même lieu,
Défendeur.
Une action en séparation de biens fut intentée, ce
jour, contre le défendeur.
LOUIS MASSON,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 10 avril 1899. 1723-4

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No. 4236.
Dame Alexandrina Champagne, a, ce jour, pour-
suevi en séparation de biens son époux, André La-
vallée, hôtelier, de la cité de Sorel.
ETHIER & LEFEBVRE,
Avocats de la demanderesse.
Sorel, 10 mai 1899. 1823-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1056.
Dame Mary Catherine Roach, de la ville de West-
mount, dans le district de Montréal, épouse com-
mune en biens de Charles William Stone, épi-
cier, du même lieu, dûment autorisée à ester en
justice, Demanderesse ;
vs.
Le dit Charles William Stone, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
ce jour contre le défendeur.
McCORMICK & CLAXTON,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 3 mai 1899. 1819-3

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1130.
Dame Almaïs Bachand, has, to day, sued her
husband, Nazaire Fournier dit Préfontaine, for
separation of property.
JODOIN & JODOIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 17th May, 1899. 1922

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 2879.
Dame Alvine Giasson, wife of Joseph Pelchat, mer-
chant, of the parish of Saint Joseph, district of
Beauce, Plaintiff ;
vs.
The said Joseph Pelchat, Defendant.
An action for separation of property has been
instituted in this cause.
S. THEBERGE,
Attorney for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 1st May, 1899. 1644

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 2152.
Dame Emilie Vermette, of the city of Quebec, wife
in community of property of Paul Parent, plum-
ber, duly authorized to sue, by one of the honor-
ables judges of said superior court, Plaintiff ;
vs.
The said Paul Parent, Defendant.
A suit for separation of property has, this day,
been instituted in this cause.
ROBITAILLE & ROY,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 15th April, 1899. 1738

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 131.
Dame Delima Longpré, of Saint Léonard, Port
Maurice, district of Montreal, wife common as to
property of Ovide Collerette, trader, of the same
place, and duly authorized to sue, Plaintiff ;
vs.
Ovide Collerette, trader, of the same place.
Defendant.
An action for separation of property has, this day,
been instituted against the defendant.
LOUIS MASSON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 10th April, 1899. 1724

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4236.
Dame Alexandrina Champagne has, this day,
sued for separation of property her husband, An-
dré Lavallée, hotel keeper, of the city of Sorel.
ETHIER & LEFEBVRE,
Attorneys for plaintiff.
Sorel, 10th May, 1899. 1824

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1056.
Dame Mary Catherine Roach, of the town of West-
mount, in the district of Montreal, wife common
as to property of Charles William Stone, grocer,
of the same place, and duly authorized to ester en
justice, Plaintiff ;
vs.
The said Charles William Stone, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted this day against the defendant.
McCORMICK & CLAXTON,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 3rd May, 1899. 1820

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe } *Cour Supérieure.*
No 65.

Dame Emélie Godin, Demanderesse ;

vs.

Hormisdas St-Germain, Défendeur.

Dame Emélie Godin, épouse de Hormisdas St-Germain, cultivateur, de St-Théodore d'Acton, dit district, a intenté une action en séparation de biens contre le défendeur en cette cause, le 4 avril 1899. La dite Emélie Godin dûment autorisée à ester en justice.

BEAUPARLANT & MARIN,
Avocats de la demanderesse.
St-Hyacinthe, 25 avril 1899. 1583-5

Province de Québec,
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 345.

Dame Césaire Ducharme, de la paroisse de Saint-Théophile, épouse de Olivier Lamothe, commerçant, du même lieu, Demanderesse ;

vs.

Le dit Olivier Lamothe, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

R. S. COOKE,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 21 avril 1899. 1517-5

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Bedford. }
No 6404.

Dame Rosana Forget, du canton de Stuckley, dans le district de Bedford, épouse dûment autorisée à ester en justice, de Magloire Fleurent, fils, du même lieu, fabricant de fromage et cultivateur.

Demanderesse ;

vs.

Le dit Magloire Fleurent, fils, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. A. SIMARD,
Procureur de la demanderesse.
23 novembre 1898. 1531-5

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 997.

Dame Helen Kiasock Lloyd, épouse commune en biens de Horace Benjamin Lambe, des cité et district de Montréal, épicière, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Horace Benjamin Lambe, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour dans la susdite cause.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 27 avril 1899. 1585-5

Province de Québec,
District de Bedford. } *Cour Supérieure*
No. 6464.

Dame Ruth Elizabeth England, du village de Dunham, dans le district de Bedford, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari John F. Guillet, du même lieu.

GEORGE B. BAKER,
Procureur de la demanderesse.
Sweetsburg, 4 mars 1899. 1631-5

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 65.

Dame Emélie Godin, Plaintiff ;

vs.

Hormisdas St-Germain, Defendant.

Dame Emélie Godin, wife of Hormisdas St-Germain, farmer, of St. Théodore d'Acton, said district, has instituted an action for separation of property against the defendant in this cause, on the 4th of April, 1899. The said Emélie Godin duly authorized to sue.

BEAUPARLANT & MARIN,
Attorneys for plaintiff.
St. Hyacinth, 25th April, 1899. 1584

Province of Quebec,
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 345.

Dame Césaire Ducharme, of the parish of Saint-Théophile, wife of Olivier Lamothe, trader, of the same place, Plaintiff ;

vs.

The said Olivier Lamothe, Defendant.

An action in separation of property has been instituted this day.

R. S. COOKE,
Attorney for the plaintiff.
Three Rivers, 21st April, 1899. 1518

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Bedford. }
No. 6404.

Dame Rosana Forget, of the township of Stuckley, in the district of Bedford, wife duly authorized to ester en justice, of Magloire Fleurent, fils, of the same place, cheese maker and farmer.

Plaintiff ;

vs.

The said Magloire Fleurent, fils, Defendant.

An action en séparation de biens, has been instituted in this cause.

J. A. SIMARD,
Attorney for plaintiff.
23rd November, 1898. 1532

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 997.

Dame Helen Kiasock Lloyd, wife common as to property of Horace Benjamin Lambe, of the city and district of Montreal, grocer, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Horace Benjamin Lambe, of the same place, Defendant.

An action in separation of property has been, this day, instituted in the above case.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 27th April, 1899. 1586

Province of Quebec,
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6464.

Dame Ruth Elizabeth England, of the village of Dunham, in the district of Bedford, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband John F. Guillet, of the same place.

GEORGE B. BAKER,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 4th March, 1899. 1632

Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette* application will be made to His Honour the lieutenant-governor in council for a charter incorporating under the provisions of the "Joint Stock Companies Incorporation Act", to incorporate the applicants and such other persons

personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Slater Shoe Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(A) D'acheter, acquérir et prendre les affaires maintenant conduites par MM. George T. Slater & Fils, de Montréal, pour manufacturer des chaussures, y compris les appareils, machines, clientèle, marchandises, livre de dettes, marques de commerce et tout l'actif de la dite compagnie, et généralement toutes choses en rapport avec les dites affaires ;

(B) De manufacturer et vendre en gros et en détail des chaussures, caoutchoucs, vernis à chaussures et fournitures en cuir et chaussures, et en faire le commerce ; et importer et exporter aucun des dits articles ou leurs produits ;

(C) Acquérir, louer, posséder, mettre en opération, vendre tous droits de patente ou marques de commerce en rapport avec les susdits objets ou pour les affaires de la dite compagnie et en disposer.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de deux cent mille piastres (\$200,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de deux mille de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long des requérants sont comme suit : Charles Ellsworth Slater, manufacturier ; John Ernest Kennedy, gérant ; Joseph John Westgate, manufacturier ; Anson McKim, éditeur ; James McCrudden, manufacturier, et Charles Cowperthwait Gray, comptable, tous des cité et district de Montréal ; et Charles Orlando Clarke, de Saint Paul, dans le district de Montréal, manufacturier, Ronald M. Smith, de la ville de Chesterville, dans la province d'Ontario, commis-voyageur.

Charles Ellsworth Slater, Joseph John Westgate, John Ernest Kennedy, Anson McKim, Charles Orlando Clarke et Ronald M. Smith seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

FOSTER, MARTIN,
GIROUARD & LEMIEUX,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 22 mai 1899. 1977

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres-patentes incorporant les requérants et telles autres personnes qui peuvent devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporée sous le nom de "L'Association des concerts d'été."

L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'encourager et de propager le goût de la musique et des beaux arts, de donner à bon marché des concerts d'un caractère relevé, de procurer et de fournir des représentations et amusements artistiques et moraux, de faire jouer des opéras, opérettes et vaudevilles, établir des jardins d'été et donner des jeux athlétiques.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal.

Le fonds social sera de trois mille piastres, divisé en trente actions de cent dollars chacune.

Les requérants sont : Edmond Hardy, Léopold Larue, Joseph Onésime Labrecque, tous trois marchands ; Trefflé Dubreuil, comptable, et Victor Morin, notaire, tous des cité et district de Montréal lesquels sont tous sujets britanniques et seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

GEOFFRION, GEOFFRION & ROY,
Avocats des requérants.

Montréal, 23 mai 1899. 2047

as may become shareholders of the proposed company as a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The corporate name of the company is to be "The Slater Shoe Company."

2. The objects for which incorporation is sought, are :

(A) To purchase, acquire and take over the business at present carried on by Messrs George T. Slater & Sons, of Montreal, for the manufacture of boots and shoes, including plant, machinery, good will, stock, book debts, trade marks and all the assets of the said company whatsoever ; and generally everything appertaining to the said business.

(B) To manufacture, deal in and sell, by wholesale or retail, boots and shoes, rubbers, shoe polish, leather and shoe findings ; and to import and export any of such articles or their products ;

(C) To acquire, lease, own, put in practice, sell, or dispose of all or any patent rights or trade marks applicable to the foregoing subject matter or for the business of said company.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock is two hundred thousand dollars (\$200,000.00).

5. The number of shares is to be two thousand of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full of each of the applicants are as follows : Charles Ellsworth Slater, manufacturier ; John Ernest Kennedy, manager ; Joseph John Westgate, manufacturier ; Anson McKim, advertising publisher ; James M. Grudden, manufacturier ; and Charles Cowperthwait Gray, accountant, all of the city and district of Montreal ; and Charles Orlando Clarke, of Saint Paul, in the district of Montreal, manufacturier ; and Ronald M. Smith of the town of Chesterville, in the province of Ontario, commercial traveller.

Charles Ellsworth Slater, Joseph John Westgate, John Ernest Kennedy, Anson McKim, Charles Orlando Clarke et Ronald M. Smith are to be the first or provisional directors of said company, and who are all residing in Canada and subjects to Her Majesty.

FOSTER, MARTIN,
GIROUARD & LEMIEUX,
Solicitors for applicants.

Montreal, 22nd May, 1899. 1978

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, to obtain letters patent constituting the petitioners and such other persons as may become shareholders, a body corporate and politic under the name of "L'Association des concerts d'été."

The object for which the company's corporation is sought is to encourage and propagate the taste of music and fine arts, to give cheap concerts, but of a high character, to procure and furnish artistic and moral productions and amusements, to play operas, operettes and vaudevilles, to hold summer gardens and give athletic plays.

The Company's principal place of business will be in the city of Montreal.

The capital stock will be three thousand dollars, divided into thirty shares of one hundred dollars each.

The petitioners are : Edmond Hardy, Léopold Larue, Joseph Onésime Labrecque, all three merchants ; Trefflé Dubreuil, accountant, and Victor Morin, notary, all of the city and district of Montreal, who are all british subjects and will be the first directors of the said company.

GEOFFRION, GEOFFRION & ROY,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 23rd May, 1899. 2048

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devront être incorporée par lettres patentes en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera "Roxton Novelty Chair Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : de manifester, acheter, vendre, faire le commerce de bois et autres objets spéciaux de toutes sortes pour fournitures et articles, meubles, chaises, etc., manufacturés en bois et autres substances.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Roxton Falls, en le comté de Shefford.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de quatre mille dollars (\$4,000), divisés en quatre-vingts actions (80) de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

5° Les noms, résidences et professions des requérants, sont : Dr T. B. DeGrosbois, Noël Beauregard, sellier ; Ls N. Levesque, inspecteur d'écoles ; Wilfrid Massé, commerçant ; J.-Bte Prevost, boucher ; Joseph Petit, cordonnier ; Romuald Leroux, boulanger ; J. H. Poirier, commerçant ; Wilfrid Wood, commerçant, du village de Roxton Falls, comté de Shefford, district de Bedford, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie, et tous sont sujets de Sa Majesté.

J. RAICHE, N. P.,

Procureur des requérants.

Roxton Falls, 10 mai 1899.

1875-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois à compter de la dernière publication des présentes dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, et amendements, constituant les requérants et toutes personnes qui pourront subséquemment devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera : "La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka."

2° Les objets pour lesquels la constitution de la compagnie est demandée, sont les suivants : l'encouragement de la colonisation, le défrichement et la culture des terres, le commerce des produits agricoles, naturels et manufacturés et la confection d'iceux, l'exploitation du commerce de voiturage par eau et par terre, et tout autre commerce.

3° Le siège principal des affaires de la Compagnie sera à Honfleur sur Péribonka, dans la Province de Québec.

4° Le montant du fond social sera de la somme de \$5,000.00.

5° Le nombre des actions sera de 500, et le montant de chaque action de \$10.00.

6. Les noms, professions et résidences des requérants, qui sont tous sujets de Sa Majesté, et qui seront les premiers directeurs de la compagnie, sont comme suit : Linière Taschereau, avocat ; Achilles Mercier, notaire ; Joseph Alfred Langlais, commerçant ; Jean-Baptiste Eugène Letellier, commerçant ; Paul de Cazes, employé civil, tous de Québec, et Louis Dionne, cultivateur, de Honfleur sur Péribonka.

PH. V. CHALOULT,

Sol. des requérants.

Québec, 19 avril 1899.

1479-5

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec in council, for a charter incorporating under the provisions of the Joint Stock Companies' Incorporation Act, the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate by letters patent, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company will be "Roxton Novelty Chair Company."

2. The purposes for which its incorporation is sought are : to manufacture, buy, sell and trade in wood and other special objects of all kinds for furniture and articles, furniture, chairs, &c., manufactured of wood and other substances.

3. The said company's principal place of business will be in the village of Roxton Falls, in the county of Shefford.

4. The proposed amount of the said company's capital stock will be four thousand dollars (\$4,000), divided into eighty (80) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The names, residences and professions of the petitioners are : Dr T. B. DeGrosbois ; Noël Beauregard, saddler ; L. N. Levesque, school inspector ; Wilfrid Massé, trader, J. Bte Prevost, butcher, Joseph Petit, shoemaker ; Romuald Leroux, baker ; J. H. Poirier, trader ; Wilfrid Wood, trader, of the village of Roxton Falls, county of Shefford, district of Bedford, who will be the first or provisional directors of the company, and are all subjects of Her Majesty.

J. RAICHE, N. P.,

Attorney for petitioners.

Roxton Falls, 10th May, 1899.

1876

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council, for a granting of a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, and amendments thereto, constituting the applicants and such other persons who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company will be "La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka".

2. The purposes for which its incorporation is sought are the following : the encouragement of colonization, the clearance and tillage of land, trade in agricultural, natural and manufactured products and the preparation thereof, the business of carrier on land and water, and any other trading.

3. The company's principal business place will be at Honfleur sur Péribonka, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock will be \$5,000.00.

5. The number of shares will be 500 and the amount of each share \$10.00.

6. The names, professions and residences of the petitioners, who are all subjects of Her Majesty, and who will be the first directors of the company, are as follows : Linière Taschereau, advocate ; Achilles Mercier, notary ; Joseph Alfred Langlais, trader ; Jean-Baptiste Eugène Letellier, trader ; Paul de Cazes, civil service employee, all of Québec, and Louis Dionne, farmer, of Honfleur sur Péribonka.

PH. V. CHALOULT,

Sol. of petitioners.

Québec, 19th April, 1899.

1480

AVIS PUBLIC

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et toutes personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera : "The Eastern Townships Electric Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De produire, fabriquer et vendre l'électricité, la lumière électrique et autres lumières, d'acquérir, construire, entretenir et mettre en opération dans toute la province de Québec, tout ce qui est nécessaire, tel que propriété, outillage et usines pour la production, la vente, la distribution et l'approvisionnement de l'électricité de la lumière électrique et autres lumières pour éclairer, chauffer et fournir la force motrice ; de conduire telle électricité ou autre lumière sous les rues, les chemins publics, les ponts et les cours d'eau ainsi que sur les limites d'iceux et à travers ceux dans les cités, villes et autres municipalités où la compagnie poursuivra ses opérations, et à cette fin d'ériger et entretenir tous poteaux, fils, tubes et autres choses nécessaires.

(b) D'acquérir, construire, entretenir tous terrains, pouvoirs d'eau, écluses, aqueducs, canaux et constructions et de s'en servir suivant ce que la compagnie jugera nécessaire pour les dites opérations.

(c) De temps à autre d'acquérir, fabriquer et faire le commerce de toute autre nouvelle lumière ou tout autre pouvoir qui pourra être découvert ou introduit.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village d'Hatley-Nord, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social est de trente mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de six cents, et le montant de chaque action sera de cinquante piastres.

6° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit :

Walter H. Coleman, ingénieur électricien, Andover, Massachusetts ; Andrew J. Gordon, gentilhomme, Hatley-Nord, Québec ; Fritz E. Lowell, commerçant, de Coaticook, Québec ; Jacob W. Barnard, commerçant de propriétés immobilières, d'Andover susdit ; John H. Champion, marchand, d'Andover, Massachusetts ; William D. Currier, marchand, de Lawrence, Massachusetts.

Les trois premiers susnommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

Daté à Sherbrooke, ce sixième jour de mai mil huit quatre-vingt-dix-neuf.

CATE, WELLS & WHITE,

1771-3

Procureurs des requérants.

Canada,

Province de Québec. }

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, des statuts révisés de la province de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor of the province of Québec, in Council, for a charter incorporating by letters patent under the provisions of the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," and amendments, the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is "The Eastern Townships Electric Company."

2. The purposes for which incorporation is sought are :

(a) To generate, manufacture and deal in electricity and other illuminants : to acquire, construct, build and maintain and operate all necessary property, plant, and works for the production sale, distribution and supply of electricity and other illuminants for the purpose of light, heat and power, in any part of the province of Québec ; and to conduct such electricity or other illuminant under and along the sides of, and across streets, highways, bridges and water courses of cities, towns and other municipalities where the company shall carry on its operations, and for that purpose to erect and maintain all necessary poles, wires, tubes and other appliances.

(b) To acquire, build, maintain and use all such lands and water-powers, dams, aqueducts, canals and constructions, as they may deem expedient in connection with the operations of the company.

(c) From time to time to acquire, manufacture and deal in any new illuminant or power that may be discovered or introduced.

3. The chief place of business of the said company is to be at the village of North Hatley, in the province of Québec.

4. The amount of the capital stock is thirty thousand dollars.

5. The number of shares is to be six hundred, and the amount of each share is to be fifty dollars.

6. The names in full, address and quality of each of the applicants are as follows :

Walter H. Coleman, electrical engineer, Andover, Massachusetts ; Andrew J. Gordon, gentleman, North Hatley, Québec ; Fritz E. Lowell, trader, of Coaticook, Québec ; Jacob W. Barnard, real estate dealer, of Andover aforesaid ; John H. Champion, merchant, of Andover, Massachusetts ; William D. Currier, merchant, of Lawrence, Massachusetts.

The first three of whom are to be the first or provisional directors of the said company.

Dated at Sherbrooke, this sixth day of May, one thousand eight hundred and ninety-nine.

CATE, WELLS & WHITE,

1772

Attorneys for applicants.

Canada,

Province of Québec. }

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation Act, of the revised statutes of the province of Québec, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Eclipse Acetylene Gas Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De fabriquer et construire des machines devant servir à la production du gaz acétylène de corbure calcium, communément connus comme Générateurs de Gaz Acétylène.

(b) De fabriquer et faire le commerce de lampes, brûleurs et toutes choses nécessaires pour luminaire aux moyens du gaz acétylène.

(c) D'acquiescer par achat, par bail ou par le paiement de royalties, des patentes protégeant toutes machines nécessaires pour la production du gaz acétylène et pour l'éclairage aux moyens d'icelui.

(d) De fabriquer, acheter et faire le commerce de corbure calcium dont est produit le gaz acétylène.

3° La principale place d'affaires de la compagnie proposée sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres (\$50,000,000).

5° Le nombre d'actions sera de cinq mille, de dix piastres (\$10.00), chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants, lesquels sont tous sujets anglais, sont comme suit : James William Pyke, marchand ; Thomas Palmer Howard, gérant ; William Ross, surintendant ; Beaumont Shepherd, gérant, et Robert Alfred Ernest Greenshields, avocat, tous des cité et district de Montréal. les susdits requérants seront tous les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 10 mai 1899. 1803-3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite par les requérants ci-dessous mentionnés à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte par lettres-patentes en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant en corporation et corps politique sous le nom et pour les fins ci-après :

1° Le nom de la dite compagnie sera (The Seven Islands Company), ("La Compagnie des Sept Îles").

2° Les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée sont : exploiter et faire le commerce des herbes marines ; fabriquer et vendre des produits chimiques ; cultiver et faire le commerce des fruits ; exploiter des sources d'eau minérales ; acheter, louer, vendre et exploiter des terrains miniers ou propres à la culture et leurs produits, des limites à bois, des pouvoirs hydrauliques ; construire et exploiter des moulins à moudre le grain, à scier et travailler le bois, et y fabriquer des articles en bois, et la pulpe ; construire, acquiescer et louer des bateaux à vapeur et autres ; faire le commerce général de toutes denrées ou marchandises quelconques.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera à Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille dollars, divisé en actions de cent dollars chacune.

5. Les noms, profession et résidence des requérants sont comme suit : Charles Emile Delorme et Gustave Maurice Delorme, tous deux négociants, de Montréal ; Taschereau Fortier, régistrateur, de Saint-François, comté de Beauce ; Tancrède Fortier, médecin, de Sainte-Marie, comté de Beauce, et Armand Gédéon Yon, comptable de Montréal, qui seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

BEIQUE LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 4 mai 1899. 1725-3

1. The proposed corporate name of the company is "The Eclipse Acetylene Gas Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To manufacture and construct machines used in the production of acetylene gas from calcium carbide, commonly known as Acetylene Gas Generators.

(b) To manufacture and deal in lamps, burners and all appliances necessary for lighting purposes by means of acetylene gas.

(c) To acquire by purchase, by lease or by the payment of royalties, patents covering all machinery necessary for the production of acetylene gas and for illuminating by means of the same.

(d) To manufacture, purchase and deal in calcium carbide from which acetylene gas is produced

3. The chief place of business of the proposed company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock of the said company is fifty thousand (\$50,000) dollars.

5. The number of shares is to be five thousand, of the value of ten (\$10.00) dollars each.

6. The names in full with the addresses and callings of each of the applicants, who are all British subjects, are as follows : James William Pyke, merchant ; Thomas Palmer Howard, manager ; William Ross, superintendent ; Beaumont Shepherd, manager, and Robert Alfred Ernest Greenshields, advocate, all of the city and district of Montreal, of whom all of the above named applicants shall be the first or provisional directors of the said company.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,

Solicitors for applicants.

Montreal, 10th May, 1899. 1804

Public notice is hereby given that an application will be made by the undermentioned petitioners to His Honor the lieutenant governor in council, to obtain a charter by letters patent under the joint stock companies' act, constituting them a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of said company shall be (The Seven Islands Company), ("La Compagnie des Sept Îles").

2. The purposes for which incorporation is sought are : to exploit and deal in sea grass ; to manufacture and sell chemical substances ; cultivate and deal in fruit ; exploit mineral water springs ; buy, lease, sell and exploit mining and arable lands and their products, timber limits, hydraulic powers ; build and work grist and saw mills, and therein manufacture wooden articles and pulp ; to build, acquire and let steamboats and others ; to trade in all kinds of provisions or merchandise whatsoever.

3. The chief office of said company shall be at Montreal.

4. The amount of said company's capital stock shall be twenty-five thousand dollars, divided into shares of one hundred dollars each.

5. The names, profession and residence of the petitioners are as follows : Charles Emile Delorme and Gustave Maurice Delorme, both traders, of Montreal ; Taschereau Fortier, registrar, of Saint Francis, Beauce county ; Tancrède Fortier, physician, of Saint Mary's, Beauce county, and Armand Gédéon Yon, accountant, of Montreal, who shall be the first directors of said company.

BEIQUE LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,

Solicitors of petitioners.

Montreal, 4th May, 1899. 1726

Province de Québec, }
District de Terrebonne. }

AVIS PUBLIC

Qu'il soit, par les présentes, connu à tous ceux qu'il appartiendra.

Que les soussignés s'adresseront au lieutenant-gouverneur, pour obtenir une charte, par lettres patentes, émises sous le grand sceau de la province de Québec, constituant en corporation, sous les dispositions de la loi : Statuts refondus de la province, article 4694 et suivants, tels qu'amendés, la compagnie projetée, par les soussignés requérants, savoir :

1° La dite compagnie aura le nom : "The Saint-Eustache Canning Company."

2° Cette compagnie aura pour objet, de mettre en conserves, les produits susceptibles de l'être, soit par la vapeur et la cuisson, soit avec le sucre, le vinaigre et autres moyens de conservation, savoir : tomates, blé d'inde, concombres, pêches, pommes, et autres, viandes et autres.

3° Que le village de Saint-Eustache sera le siège principal des affaires de la compagnie.

4° Que le fonds social se composera de la somme de douze mille piastres.

5° Cette somme sera partagée en actions de cent piastres chacune, portant le nombre d'actions à cent vingt.

6° Les requérants sont : Joseph Bruchesi, épicer, demeurant à Saint-Eustache, et faisant affaire à Montréal ; Georges N. Fauteux, notaire, à Saint-Eustache ; George Lauzon, entrepreneur, à Saint-Eustache ; Cyrille H. Champagne, notaire, à Saint-Eustache ; Albert Edouard Lecavalier, médecin, à Saint-Eustache ; Alphonse B. Bélair, marchand, à Saint-Eustache ; Ernest Lahaie, marchand, à Saint-Eustache.

7° Les directeurs sont Joseph Bruchesi, Georges N. Fauteux et George Lauzon.

Saint-Eustache, 15 mai 1899.

1895-2

CHEMIN DE FER QUEBEC-CENTRAL

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer Québec-Central, aura lieu à Londres, dans le bureau de la compagnie No 5, rue Great Winchester, E.C., lundi, le 5e jour de juin 1899, à midi, pour recevoir le rapport des directeurs et l'état des comptes au 31 décembre 1898, et pour l'élection des directeurs. Les livres de transfert seront fermés depuis lundi, le 29e jour de mai jusqu'à lundi, le 5e jour de juin, ces deux jours inclus.

Les porteurs de débentures désirant assister ou voter à l'assemblée devront déposer leurs bons au bureau de la compagnie, No 5, rue Great Winchester, Londres, trois jours au moins avant l'assemblée.

Par ordre,

EDWARD DENT,
Président.
T. LINDLEY,
Secrétaire.

5, rue Great Winchester,

Londres, E. C.

29 avril 1899.

1541

CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL

Avis est par le présent donné que les assemblées spéciales générales des porteurs d'obligations comportant première hypothèque, des porteurs de débentures et des actionnaires du chemin de fer Québec Central auront lieu à Londres, dans les bureaux de la compagnie, No 5, rue Great Winchester, E. C.,

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. }

PUBLIC NOTICE.

Be it known to all whom these may concern.

That the undersigned will apply to the Lieutenant governor, to obtain a charter, by letters patent, issued under the great seal of the province of Quebec, erecting into a corporation under the provisions of the law : Revised Statutes of the province, article 4694 and following, such as amended, the proposed company, by the undersigned petitioners, to wit :

1. The said company will be called : "The Saint Eustache Canning Company."

2. This company will have for its objects, to preserve in canisters the products susceptible of being so prepared, either by steam and cooking, or with sugar, vinegar and other means of preserving, namely : tomatoes, indian corn, cucumbers, peaches, apples and others, meats and others.

3. The village of Saint Eustache will be the principal place of business of the said company.

4. That the capital stock will be made up of the sum of twelve thousand dollars.

5. This sum will be divided into shares of one hundred dollars each, making the number of shares one hundred and twenty.

6. The petitioners are : Joseph Bruchesi, grocer, residing at Saint-Eustache, and doing business at Montreal ; Georges N. Fauteux, notary, at Saint Eustache ; George Lauzon, contractor, at Saint Eustache ; Cyrille H. Champagne, notary, at Saint Eustache ; Albert Edouard Lecavalier, physician, at Saint Eustache ; Alphonse B. Bélair, merchant, at Saint Eustache ; Ernest Lahaie, merchant, at Saint Eustache.

7. The directors are Joseph Bruchesi, Georges N. Fauteux and George Lauzon.

Saint Eustache, 15th May, 1899.

1896

QUEBEC CENTRAL RAILWAY

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Quebec Central Railway Company, will be held in London, at the office of the Company, No.5, Great Winchester street, E. C., on Monday, 5th June, 1899, at 12 o'clock noon, to receive the report of the directors and statement of accounts to the 31st December, 1898, and to elect directors. The transfer books will be closed from Monday, 29th May, to Monday, 5th June, both days inclusive.

Income bondholders desirous of attending or voting at the meeting must deposit their bonds at the office of the Company, No.5, Great Winchester street, London, three days at least before the meeting.

By order,
EDWARD DENT,
President.
T. LINDLEY,
Secretary.

5, Great Winchester Street,

London, E. C.

29th April, 1899.

1542

QUEBEC CENTRAL RAILWAY

Notice is hereby given that special general meetings of the prior lien bondholders, the income bondholders and the shareholders of the Quebec Central Railway will be held in London at the offices of the company, No 5, Great Winchester street, E. C., on Monday, 5th June, 1899, at the following times,

lundi, le 5e jour de juin 1899, aux temps suivants : les porteurs d'obligations comportant première hypothèque à midi vingt minutes, les porteurs de débentures à midi vingt-cinq minutes, et les actionnaires à midi et demi de l'après-midi, dans le but d'approuver la conduite des directeurs suivant leur discrétion de tous ou aucun des pouvoirs accordés par l'Acte du Chemin de fer Québec-Central, 1899, lequel a été sanctionné le 10 mars 1899.

Par ordre
EDWARD DENT,
Président.
T. LINDLEY,
Secrétaire.
1899

29 avril 1899.

namely : prior lien bondholders at twenty minutes past twelve income Bondholders at twenty-five minutes past twelve, and shareholders at half past twelve in the afternoon, for the purpose of sanctioning the exercise by the directors at their discretion of all or any of the powers conferred by the "Quebec Central Railway Act 1899", which received the Royal Assent on 10th March, 1899.

By order,
EDWARD DENT,
President.
T. LINDLEY,
Secretary.
1899

29th April 1899.

Avis de Faillites

Dans l'affaire de Boulard & Cie., marchands de quincailleries, Montréal, Faillis.

Un premier et dernier bordereau de dividendes de 3 1/2 % dans la piastre a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 15me jour de juin 1899, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

ARTHUR GAGNON,
Curateur.

218, rue Saint-Laurent.
Montréal, 19 mai 1899.

1957

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Atwater & Duclos, Demandeurs ;

vs.

John A. Bulmer & Co., Défendeurs.

Avis est par le présent donné que lesdits défendeurs ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de cette cour.

A. W. ATWATER,
Gardien provisoire.
1961

Montréal, 19 mai 1899.

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

In re Romuald Aumond, Montréal, Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 12 juin 1899.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue St-Jacques,
Montréal, 27 mai 1899.

1975

Canada, }
Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } Cour Supérieure.
No 43.

In re Christophe Roireau dit Laliberté, marchand-tailleur, de la paroisse de Saint-Liboire, Failli ;

et

Pierre Saül Beauregard, notaire, du dit lieu de Saint Liboire, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à contestation jusqu'au quinzième jour du mois de juin prochain 1899, après cette date les dividendes seront payés à mon bureau.

P. S. BEAUREGARD,
Curateur.
1979

Saint-Liboire, 22 mai 1899.

Bankrupt Notices

In re Boulard & Co, hardware merchants, Montreal, Insolvents.

A first and final sheet of 3 1/2 % in the dollar has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 15th of June, 1899, after which date dividends will be payable at my office.

ARTHUR GAGNON,
Curator.

218, Saint Lawrence street.
Montreal, 19th May, 1899.

1958

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In the matter of Atwater & Duclos, Plaintiffs ;

vs.

John A. Bulmer & Co., Defendants.

Notice is hereby given that the said defendants have, this day, made in the office of the protonotary of this court, a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

A. W. ATWATER,
Provisional guardian.
1962

Montreal, 19th May, 1899.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In re Romuald Aumond, Montreal, Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 12th June, 1899.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James St.
Montreal, 27th May, 1899.

1976

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } Superior Court.
No 43.

In re Christophe Roireau dit Laliberté, tailor-merchant, of the parish of Saint Liboire, Insolvent ;

and

Pierre Saül Beauregard, notary, of the said parish of Saint Liboire, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the fifteenth day of June next, 1899, after which date dividends will be paid at my office.

P. S. BEAUREGARD,
Curator.
1980

Saint Liboire, 22nd May, 1899.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 48.

Dans l'affaire de Dame Anna Mary Wright, (Gales Bros.), Faillie.

Avis est par le présent donné que le vingt-troisième jour de mai A. D. 1899, par jugement de la cour supérieure, à Montréal, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillie.

Les créanciers de la dite faillie sont requis de produire leurs réclamations, dûment assermentées, avec pièces justificatives, dans mon bureau, Imperial Building, Place d'Armes, Montréal, sous trente jours de la date d'icelui.

J. M. M. DUFF,
Curateur.

Chambre 52, Imperial Building,
Place d'Armes.
Montréal, 23 mai 1899. 2003

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 46.

Dans l'affaire de Thomas H. Gales, Failli.

Avis est par le présent donné que le dit Thomas H. Gales, des cité et district de Montréal, boulanger et confiseur, y faisant affaires comme tel, le treizième jour de mai A. D. 1899, a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du prothonotaire de la cour supérieure du district de Montréal.

J. M. M. DUFF,
Curateur.

Chambre No. 52, Imperial Building,
No. 107, rue St-Jacques, Montréal.
Montréal, 18 mai 1899. 2011

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 47.

Dans l'affaire de John H. Gales, Failli.

Avis est par le présent donné que le vingt-deuxième jour de mai A. D. 1899, par jugement de la cour supérieure, à Montréal, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, dûment assermentées, avec pièces justificatives, dans mon bureau, Imperial Building, Place d'Armes, Montréal, sous trente jours de la date d'icelui.

J. M. M. DUFF,
Curateur.

Chambre 52, Imperial Building,
Place d'Armes.
Montréal, 23 mai 1899. 2007

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 48.

Dans l'affaire de Dame Anna Mary Wright, (Gales Bros.), Faillie.

Avis est par le présent donné que la dite Dame Anna Mary Wright, des cité et district de Montréal, marchande de chaussures et de valises, y faisant affaires comme telle sous les nom et raison de Gales Bros., le quinzième jour de mai A. D. 1899, a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du prothonotaire de la cour supérieure du district de Montréal.

J. M. M. DUFF,
Curateur.

Chambre No 52, Imperial Building,
No 107, rue Saint-Jacques.
Montréal, 20 mai 1899. 2009

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
J. B. O. Gagnon, Requéant cession ;
et

N. Jobidon, Débiteur.
Avis est par le présent donné que Narcisse Jobidon, de Québec, entrepreneur-menuisier, le vingt-

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 48.

In the matter of Dame Anna Mary Wright, (Gales Bros.), Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty-third day of May, A. D., 1899, by a judgment of the superior court, at Montreal, I was appointed curator to the estate of said insolvent.

Creditors of said insolvent are requested to file their claims, duly sworn, with proper vouchers, at my office, Imperial Building, Place d'Armes, Montreal, within thirty days from the date hereof.

J. M. M. DUFF,
Curator.

Room 52, Imperial Building,
Place d'Armes.
Montreal, 23rd May, 1899. 2004

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 46.

In the matter of Thomas H. Gales, Insolvent.

Notice is hereby given that the said Thomas H. Gales, of the city and district of Montreal, baker and confectioner, carrying on business there as such, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, on the thirteenth day of May A. D., 1899, in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal.

J. M. M. DUFF,
Curator.

Room No. 52, Imperial Building,
No. 107, St. James street, Montreal.
Montreal, 18th May, 1899. 2012

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 47.

In the matter of John H. Gales, Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty-second day of May A. D. 1899, by a judgment of the superior court, at Montreal, I was appointed curator to the estate of said insolvent.

Creditors of said insolvent are requested to file their claims, duly sworn, with proper vouchers, at my office, Imperial Building, Place d'Armes, Montreal, within thirty days from the date hereof.

J. M. M. DUFF,
Curator.

Room 52, Imperial Building,
Place d'Armes,
Montreal, 23rd May, 1899. 2008

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 48.

In the matter of Dame Anna Mary Wright (Gales Bros.) Insolvent.

Notice is hereby given that the said Dame Anna Mary Wright, of the city and district of Montreal, boot, shoe and trunk dealer, carrying on business there as such, under the firm, name and style of "Gales Bros.", did, on the fifteenth day of May A. D. 1899, make a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal.

J. M. M. DUFF,
Curator.

Room No. 52, Imperial Building,
No. 107, Saint James street,
Montreal, 20th May, 1899. 2010

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
J. B. O. Gagnon, Petitioner for assignment ;
and

N. Jobidon, Debtor.
Notice is hereby given that Narcisse Jobidon, of Quebec, joiner and contractor, has, on the twenty

troisième jour de mai 1899, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec.

GEO. LEFAIVRE,
Gardien provisoire.

Bureau : 48 rue Saint-Pierre, Québec. 2053

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 51.

Dans l'affaire de Alexander P. McLaurin & William Bothwell, marchand de bois, tous deux de Lachine, dit district, et comme tels y faisant affaires ensemble en société sous la raison sociale de "A. P. McLaurin & Co." Faillis.

Avis est par les présentes donnée que les dits faillis ont, ce jour, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de la dite cour supérieure de ce district.

WILMER T. McLAURIN,
Gardien provisoire.

Montréal, 22 mai 1899. 2019

Province of Quebec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
In re Henri Frenette, Failli.

Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs aux biens du dit failli par l'honorable juge Bourgeois, en date du 23e jour de mai courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à notre bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

BILODEAU & RENAUD,
Curateurs conjoints.

Montréal, 24 mai 1899. 2015

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 46.

Dans l'affaire de Thomas H. Gales, Failli.

Avis est par le présent donné que le vingt-deuxième jour de mai A. D. 1899, par jugement de la cour supérieure, à Montréal, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers des dits faillis sont requis de produire leurs réclamations, dûment assermentées, avec pièces justificatives, dans mon bureau, Impérial Building, Place d'Armes, Montréal, sous trente jours de la date d'icelui.

J. M. M. DUFF,
Curateur.
Chambre 52, Imperial Building,
Place d'Armes.
Montréal, 23 mai 1899. 2005

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Saint-François. }

Dans l'affaire de T. B. Munro, de Bury, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 12e jour de juin 1899, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

Montréal, 23 mai 1899. 2051

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 47.

Dans l'affaire de John H. Gales, Failli.
Avis est par le présent donné que, le dit John H. Gales, boucher, des cité et district de Montréal, y faisant affaires comme tel, le troisième jour de mai A. D. 1899, a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau

third day of May, 1899, made a abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Québec.

GEO. LEFAIVRE,
Provisional guardian.

Office : 48, Saint Peter Street, Québec. 2054

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 51.

In the matter of Alexander P. McLaurin & William Bothwell, both of Lachine, in said district, lumber dealers, there doing business as such together in partnership under the name and style of "A. P. McLaurin & Co." Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents have, this day, made an abandonment of their property for the benefit of their creditors, in the office of the protonotary of said court for said district.

WILMER T. McLAURIN,
Provisional guardian.

Montreal, 22nd May, 1899. 2020

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court*
In re Henri Frenette, Insolvent.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators in the estate of said insolvent by the Honorable judge Bourgeois, in date of 23rd day of May instant.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims, if they have not done so, at our office, No. 15, Saint James street, within thirty days from the present notice.

BILODEAU & RENAUD,
Joint curators.

Montreal, 24th May, 1899. 2016

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 46.

In the matter of Thomas H. Gales, Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty-second day of May A. D. 1899, by a judgment of the superior court, at Montreal, I was appointed curator to the estate of said insolvent.

Creditors of said insolvents are requested to file their claims, duly sworn, with proper vouchers, at my office, Imperial Building, Place d'Armes, Montreal, within thirty days from the date hereof.

J. M. M. DUFF,
Curator.
Room 52, Imperial Building,
Place d'Armes,
Montreal, 23rd May, 1899. 2006

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court*
District of Saint Francis. }

In the matter of T. B. Munro, Bury, Insolvent.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, 12th day of June, 1899, after which date dividends will be payable at my office, Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,
Curator.

Montreal, 23rd May, 1899. 2052

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 47.

In the matter of John H. Gales, Insolvent.
Notice is hereby given that the said John H. Gales, of the city and district of Montreal, butcher, carrying on business there as such, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, on the thirteenth day of May A. D.,

du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal.

Daté à Montréal, le dix-huitième jour de mai A. D. 1899.

J. M. M. DUFF,
Curateur.

Chambre 52, Imperial Building,
No 107, rue Saint-Jacques, Montréal. 2013

Vente d'immeuble en vertu des Actes concernant la Faillite.

AVIS DE FAILLITE.

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. }
In re P. P. Martin, Requérent ;

vs

Louis Fontaine, marchand, de l'Ange-Gardien Canrobert, comté de Rouville, P. Q., district de Saint-Hyacinthe, Failli.

Le soussigné, curateur dûment nommé à la faillite ci-dessus, vendra à l'encan public l'immeuble ci-après mentionné, savoir :

Un terrain composé de deux lots de terre connus et désignés sous les numéros cinquante-quatre et cinquante-cinq (54-55), des plan et livre de renvoi officiels du village de Canrobert, MARDI, le VINGTIÈME jour du mois de JUIN prochain, à MIDI, à la porte de l'église du dit village.

Conditions de vente : argent comptant.

H. LAMARRE,
Curateur.

246, rue Saint-Jacques, Montréal.
Saint-Hyacinthe, 17 mai 1899. 1923-2

Règles de Cour

ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Dans la Cour Supérieure.*
No. 138.

La Fonderie de Drummondville, Insolvable ;

et

Adolphe Girouard, Requérent ;

et

The McLaughlin Carriage Co., Créancière.

Le 18ème jour de mai 1899.

Présent :—L'honorable P. Aug. Choquette, J. C. S.

Vu la requête à nous présentée ce jour, et les pièces à l'appui d'icelle, accordons la dite requête et déclarons que la compagnie dite "La Fonderie de Drummondville", corps politique et incorporé en vertu de lettres patentes, ayant son principal bureau d'affaires dans la ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, dans le district d'Arthabaska, est insolvable, et ordonnons en conséquence la mise en liquidation de la dite Fonderie de Drummondville, et nommons par les présentes Paul Emile Robillard, de la ville de Drummondville, écuyer, notaire, gardien et liquidateur provisoire aux biens de la dite Fonderie de Drummondville ;

Et ordonnons qu'une assemblée de tous créanciers et actionnaires de la dite compagnie soit tenue au palais de justice, à Arthabaskaville, samedi, le trois juin prochain, à dix heures de l'avant-midi, pour procéder à la nomination d'un ou plusieurs liquidateurs des affaires de la dite compagnie insolvable ; et à cette fin ordre est donné au liquidateur provisoire, Paul Emile Robillard, et à David Hébert, le gérant de la compagnie insolvable, de transmettre sans délai au protonotaire de la cour supérieure de

1899, in the office of the protonotary of the superior court for the district of Montreal.

Dated at Montreal, the eighteenth day of May A. D., 1899.

J. M. M. DUFF,
Curator.

Room No. 52, Imperial Building,
No. 107, Saint James street, Montreal. 2014

Sale of Real Estate under Insolvents Acts.

INSOLVENT NOTICE.

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. }
In re P. P. Martin, Petitioner ;

vs.

Louis Fontaine, merchant, of l'Ange Gardien Canrobert, Rouville county, P. Q., district of Saint Hyacinth, Insolvent.

The undersigned, curator duly appointed for the said insolvent, will sell by public auction the property hereinafter described :

A lot of land comprising two lots known and designated as numbers fifty-four and fifty-five (54-55), of the plan and cadastre of the official book of the said village Canrobert, TUESDAY, the TWENTIETH day of JUNE next, at NOON, at the church door at the said village.

Conditions of sale : Cash.

H. LAMARRE,
Curator.

246, St. James street, Montreal.
Saint Hyacinth, 17th May, 1899. 1924

Rules of Court

THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *In the Superior Court.*
No. 138.

In re The Drummondville Foundry,
In liquidation ;

and

Adolphe Girouard, Petitioner ;

and

The McLaughlin Carriage Co., Creditor.

The eighteenth day of May, 1899.

Present :—The Honorable P. Aug. Choquette, J. S. C.

Seeing the petition to me presented this day and the exhibits filed, the said petition is hereby granted and the said company the Drummondville Foundry, a body politic and incorporated in virtue of letters patent, having its chief place of business in the town of Drummondville, in the county of Drummond, in the district of Arthabaska, is declared to be insolvent, and the winding up of the company is consequently ordered, and M. Paul Emile Robillard, of the town of Drummondville, esquire, notary public, is hereby appointed provisional liquidator to the Drummondville Foundry ;

It is further ordered that a meeting of all the creditors and shareholders of the said company be held in the court house, at Arthabaskaville, on Saturday, the third of June next, at ten of the clock in the forenoon, to proceed with the appointment of one or more liquidators to the affairs of the said company insolvent ; and to this effect an order is given to Paul Emile Robillard, the provisional liquidator, and to David Hébert, the manager of the Insolvent, to forward without delay, with the protonotary of

ce district une liste de tous les créanciers et actionnaires de la dite compagnie insolvable, pour, qu'icelui protonotaire, transmette sans délai aux dits créanciers et actionnaires un avis par lettre recommandée, de la tenue de la dite assemblée ;

Ordonnons aussi au dit liquidateur provisoire Paul Emile Robillard, de permettre l'accès aux livres de la dite compagnie insolvable à tous les créanciers et actionnaires d'icelle ou leurs représentants dûment représentés, et ce d'ici à la date de la dite assemblée.

Il est ordonné au protonotaire de la cour supérieure de ce district, de publier le présent ordre dans la *Gazette Officielle de Québec*, le *Star de Montréal*, *L'Écho des Bois-Francs* et *L'Union des Cantons de l'Est*, ces deux derniers journaux publiés dans ce district, la dite annonce devant être insérée une fois par semaine dans chacun des dits journaux d'hui au trois juin prochain, date de la dite assemblée, le tout suivant la loi.

(Signé) P. AUG. CHOQUETTE, J. C. S.

(Vraie copie) BERNIER & LAURIER, P. C. S.
1981

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District des Trois-Rivières. }
No. 323.

Le vingt-neuvième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Charles-Clovis DeGuisse, commerçant, de la paroisse de Sainte-Geneviève, Demandeur ;

vs

Louis-Philippe Michelin, de la cité des Trois-Rivières, Défendeur ;

et

Charles Parsons et William G. Parsons, tous deux de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, et y faisant commerce comme marchands de cuir, en société, sous les nom et raison sociale de "C. Parsons & Son", Opposants.

Sur requête de la part du dit demandeur, attendu que D. T. Morissette, un des huissiers jurés dans le district de Trois-Rivières, de la cour supérieure pour la province de Québec, a fait rapport devant le tribunal de la dite cour supérieure, du bref d'exécution émané en cette cause contre les biens meubles et effets du dit défendeur, et des deniers par lui prélevés en vertu du dit bref, avec aussi une opposition afin de conserver par laquelle l'insolvabilité du dit défendeur est alléguée.

Il est, sur l'ordre de l'honorable J. B. Bourgeois, un des juges de la dite cour supérieure, enjoint aux créanciers du dit défendeur de produire leurs réclamations sous quinze jours à compter de la date de la première insertion des présentes dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Certifié,

AD. PROVENCHER,
Député protonotaire, C. S.,
District des Trois-Rivières.

TOURIGNY & BUREAU,
Procs. du demandeur. 1931-2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour de Circuit.*
District de Québec. }
No. 277.

Joseph Côté, de Québec, marchand de tabacs, Demandeur ;

vs.

Léon Lebel, de Rimouski, Défendeur ;

et

Michel Ringuet, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, marchand,

Opposant au marc la livre.

Avis est par les présentes donné, en vertu d'un jugement de cette cour, rendu le 18 mars 1899, à tous les créanciers du défendeur, d'avoir à produire au greffe de cette cour leurs réclamations contre lui,

the superior court, 'in this' district, a complete list of all the creditors and shareholders of the said insolvent, which by the said protonotaire will be transmitted and forwarded to the said creditors and shareholders by registered letter along with a notice of the date and hour of the said meeting ;

It is further ordered that between the delay fixed for the meeting of the said creditors and shareholders, they be at liberty to look in to the books of the said company insolvent which the said Paul Emile Robillard is ordered to show to any creditors and shareholders.

The protonotaire of the superior court of this district, is ordered to publish the present order in the *Quebec Official Gazette*, the *Montreal Daily Star*, the *Écho des Bois-Francs* and the *Union des Cantons de l'Est*, the said notice to be inserted once weekly in every one of the above named papers within the third of June next, according to law.

(Signed) P. AUG. CHOQUETTE, J. S. C.

(True copy) BERNIER & LAURIER, P. S. C.
1982

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Three Rivers. }
No. 323.

The twenty-ninth day of April, one thousand eight hundred and ninety-nine.

Charles Clovis DeGuisse, trader, of the parish of Sainte Geneviève, Plaintiff ;

vs

Louis Philippe Michelin, of the city of Three Rivers, Defendant ;

and

Charles Parsons and William G. Parsons, both of the city of Toronto, in the province of Ontario, and carrying on business there in partnership as leather merchants, under the style and firm of C. Parsons & Son, Opposant.

On petition on behalf of the said plaintiff, whereas D. T. Morissette, one of the sworn bailiffs in the district of Three Rivers, of the superior court for the province of Quebec, has made a return before the said superior court of the writ of execution issued in this cause against the goods and chattels of the said defendant, and of the moneys levied by him in virtue of the said writ, with, moreover, an opposition for payment by which the insolvency of the said defendant is alleged.

It is ordered by the honorable J. B. Bourgeois, one of the judges of the said superior court, that the creditors of the said defendant do file their claims within fifteen days counting from the date of the first insertion of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Certified,

AD. PROVENCHER,
Deputy protonotaire, S. C.,
District of Three Rivers.

TOURIGNY & BUREAU,
Attys. for plaintiff. 1932

Canada, }
Province of Quebec, } *Circuit Court.*
District of Quebec. }
No 277.

Joseph Côté, of Québec, tobacco merchant, Plaintiff ;

vs.

Leon Lebel, of Rimouski, Defendant ;

and

Michel Ringuet, of the town of Saint Germain of Rimouski, merchant,

Opposant so much in the pound.

Notice is hereby given, in virtue of a judgment of this court, rendered the 18th March, 1899, to all the creditors of the defendant, to file their claims, accompanied with a sworn statement or account, at

accompagnées d'un état de compte assermenté, en conformité aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile de la province de Québec, sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

POULIOT & DRAPEAU,

Procès. de l'opposant.

Québec, 8 avril 1899.

1761-3

Licitations

Province de Québec,
District de Beauharnois. }
No 482. } *Cour Supérieure.*

LICITATION.

Dame Mary Currie *et vir*, Demandeurs ;
vs
John D. Duncan *et al*, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Beauharnois, dans le district de Beauharnois, rendu le 12^e jour de mai 1899, dans une cause où Dame Mary Currie, de la paroisse du Très Saint-Sacrement, dans le dit district de Beauharnois, épouse commune en biens de Robert Houston, cultivateur, du même lieu, par lui dûment autorisée à l'effet des présentes, et le dit Robert Houston dans le but d'autoriser sa dite épouse, sont demandeurs ; et John D. Duncan, laitier, Agnes Currie, fille majeure et usant de ses droits, Flora Gruer, fille majeure et usant de ses droits, Catherine Bell Campbell, fille majeure et usant de ses droits, tous des cités et district de Montréal ; Flora Currie, de Quyon, dans le comté de Pontiac et district de Pontiac, fille majeure et usant de ses droits, Peter Campbell, de la paroisse de Saint-Malachie d'Orms-ton, dans le district de Beauharnois, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Dugald Alexander Campbell, des cités et district de Montréal, enfant mineur issu de son mariage avec feu Margaret Currie, son épouse ; et le dit John D. Duncan, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Margaret Currie, des cités et district de Montréal, enfant mineur issu du mariage de feu John Currie, junior, et Janet Orr, son épouse, tous deux en leur vivant de la dite paroisse du Très-Saint Sacrement, dans le dit district de Beauharnois, sont défendeurs ; ordonnant la licitation de cette propriété immobilière décrite comme suit, à savoir :

Un lot de terre sis et situé dans la concession du English River, Williamstown, dans la paroisse de Très Saint-Sacrement, dans le comté de Châteauguay, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, dans le dit comté de Châteauguay, comme lot numéro deux cent soixante et un (No 261), contenant quatre-vingt-cinq arpents et vingt perches en superficie.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, 1899, à ONZE heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience dans le palais de justice, des ville et district de Beauharnois ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, douze jours avant le jour fixé comme susdit, au moins pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans

the office of the said court, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil procedure of the province of Quebec, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice.

POULIOT & DRAPEAU,

Attorneys for opposant.

Quebec, 8th April, 1899.

1762

Licitations

Province of Quebec,
District of Beauharnois. }
No. 482. } *Superior Court.*

LICITATION.

Dame Mary Currie *et vir*, Plaintiffs ;
vs
John D. Duncan *et al*, Defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Beauharnois, in the district of Beauharnois, rendered on the 12th day of May, 1899, in a cause in which Dame Mary Currie, of the parish of Très Saint Sacrement, in the said district of Beauharnois, wife common as to property of Robert Houston, of the same place, farmer, and by him duly authorized for the purpose hereof, and the said Robert Houston for the purposes of authorizing his said wife, are plaintiffs ; and John D. Duncan, milk dealer, Agnes Currie, spinster, *fille majeure et usant de ses droits*, Flora Gruer Campbell, spinster, *fille majeure et usant de ses droits*, Catherine Bell Campbell, spinster, *fille majeure et usant de ses droits*, all of the city and district of Montreal ; Flora Currie, of Quyon, in the county of Pontiac, and district of Pontiac, spinster, *fille majeure et usant de ses droits*, Peter Campbell, of the parish of Saint Malachie d'Orms-ton, in the district of Beauharnois, in his quality of tutor duly appointed to Dugald Alexander Campbell, of the city and district of Montreal, minor child issue of his marriage with the late Margaret Currie, his wife ; and the said John D. Duncan, in his quality of tutor duly appointed to Margaret Currie, of the city and district of Montreal, minor child issue of the marriage of the late John Currie, junior, and Janet Orr, his wife, both in their lifetime of the said parish of Très Saint Sacrement, in the said district of Beauharnois, are defendants ; ordering the licitation of that immoveable property, described as follows, to wit :

A certain lot of land lying and situate in the English River concession, Williamstown, in the parish of Très Saint Sacrement, in the county of Châteauguay, being known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Jean Chrysostôme, in the said county of Châteauguay, as lot number two hundred and sixty-one (No. 261), containing eighty-five arpents and twenty perches in superficies.

The said immoveable property will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the THIRTIETH day of JUNE next (1899), at ELEVEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room, at the court house, in the town and district of Beauharnois ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to

les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

MCCORMICK & CLAXTON,
Procureurs des demandeurs.

Beauharnois, 15 mai 1899. 1867
[Première publication, 20 mai 1899.]

Canada,
Province de Québec,
District de St-François. }

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, rendu le trentième jour de mars 1899, dans une cause où Jared C. Frasier, cultivateur, du comté de Colusa, dans l'Etat de Californie, un des Etats-Unis d'Amérique, est Demandeur; et Ward A. Frasier, Charles Frasier et Dame Susan Amelia Frasier, tous du village de Cookshire, dans le district de Saint-François; Dame Fanny Rankin, du dit village de Cookshire, veuve de feu James A. Frasier, en son vivant du canton de Eaton, dans le dit district, en sa qualité de tutrice de Henry R. Frasier, Charles C. Frasier et Hattie F. M. Frasier ses enfants mineurs, Jared Cook Frasier, maintenant absent dans des lieux inconnus; James Andrew Frasier, du dit village de Cookshire, et Nellie A. Frasier, fille majeure, du dit village de Cookshire; Rufus Frasier, ci-devant du dit village de Cookshire et canton de Eaton, maintenant absent aux Etats-Unis d'Amérique; Frederick A. Hurd et Theodore Hurd, tous deux du dit village de Cookshire, dans le dit district de Saint-François, et Charles O. Hall, Mary Hall, épouse de Henry Staples, et le dit Henry Staples, tant personnellement que dans le but d'autoriser sa dite épouse; Almira Hall, fille majeure, Laura Hall, épouse de Philip Sweet, et le dit Philip Sweet tant personnellement que dans le but d'autoriser sa dite épouse; Ida May Hall, fille majeure, et Bailey Hall, tous du canton de Dudswell, dans le dit district, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certaines propriétés décrites comme suit, à savoir :

1° Les étendues ou morceaux de terre sis et situés dans le susdit canton de Eaton, plus particulièrement connus comme toute cette partie des lots numéros neuf et dix, dans le neuvième rang du dit canton, situés entre le côté sud-est du chemin conduisant de Cookshire à Bury, et le côté est de la rivière Eaton, contenant ou supposés contenir soixante et dix acres, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, circonstances et dépendances généralement quelconques, maintenant connus aux plan du cadastre et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Eaton comme lots numéros neuf A, dans le neuvième rang, et dix A, dans le neuvième rang.

2° La moitié est du lot numéro six, dans le onzième rang des lots du dit canton de Eaton, maintenant connu aux plan du cadastre et livre de renvoi pour le dit canton de Eaton, comme lot numéro six A dans le onzième rang—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le HUITIEME jour de JUIN prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans la dite cité de Sherbrooke, à ONZE heures de l'avant-midi; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les par-

ties such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

MCCORMICK & CLAXTON,
Attorneys for plaintiffs.

Beauharnois, 15th May, 1899. 1868
[First published, 20th May, 1899.]

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis. }

• LICITATION

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, rendered on the thirtieth day of March, 1899, in a case in which Jared C. Frasier, of Colusa county, in the State of California, one of United States of America, farmer, is Plaintiff; and Ward A. Frasier, Charles Frasier and Dame Susan Amelia Frasier, all of the village of Cookshire in the district of Francis; Dame Fanny Rankin, of the said village of Cookshire, widow of the late James A. Frasier, in his lifetime of the township of Eaton, in said district, in her capacity of tutrix to Henry R. Frasier, Charles C. Frasier and Hattie F. M. Frasier, her minor children, Jared Cook Frasier, now absent in parts unknown; James Andrew Frasier, of said village of Cookshire, and Nellie A. Frasier, spinster, of said village of Cookshire; Rufus Frasier, formerly of the said village of Cookshire and township of Eaton, now absent in the United States of America; Frederick A. Hurd and Theodore Hurd, both of the said village of Cookshire, in said district of Saint Francis, and Charles O. Hall, Mary Hall, wife of Henry Staples, and the said Henry Staples, for the purpose of authorising his said wife as well as personally; Almira Hall, spinster, Laura Hall, wife of Philip Sweet, and the said Philip Sweet as well personally as for the purpose of authorising his said wife; Ida May Hall, spinster, and Bailey Hall, all of the township of Dudswell, in said district, are Defendants, ordering the licitation of certain property described as follows, to wit :

1. Those certain tracts or parcels of land situate and being in the township of Eaton aforesaid, and more particularly known as all that part of the lots numbers nine and ten, in the ninth range of the said township, which lies between the south-easterly side of the road leading from Cookshire to Bury, and on the east side of the Eaton River, containing or supposed to contain seventy acres, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made and other appurtenances and dependencies whatsoever thereunto belonging or appertaining, now known on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Eaton as lots number nine A, in the ninth range, and ten A, in the ninth range.

2. The east half of the lot number six, in the eleventh range of lots in the said township of Eaton, now known on the cadastral plan and book of reference for the said township of Eaton, as the lot number six A in the eleventh range—with the buildings and improvements thereon erected and made.

The property above described will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder on the EIGHTH day of JUNE next, at the sitting of the court, in the court room of the court house, in the said city of Sherbrooke, at eleven of the clock in the forenoon; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed at the office of the said prothonotary of the said court, twelve days at least before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and all opposition for payment must be filed within six days next after adjudication; and failing the parties to

ties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs du demandeur.
Sherbrooke, 5 mai 1899. 1729-2
[Première publication, 6 mai 1899.]

Ratification

AVIS PUBLIC.

In re Cascapédia Pulp & Lumber Co.,
En liquidation.

Avis est par le présent donné que, conformément aux articles 5727 B et 5727 C, du statut 60 Vict., chap. 49, l'acte de vente des immeubles vendus à l'enchère le 4 avril 1899, a été déposé à mon bureau pour ratification, suivant la loi, ainsi que le certificat du registrateur. Par le certificat d'enregistrement il appert :

1° Que les possesseurs, pendant les trois dernières années, de l'immeuble connu sous le nom de ferme Eskiminac, et consistant dans les lots de terre Nos. un, deux, trois, quatre et cinq, du township Angers, dans le comté de Bonaventure, ont été Jean Chrysostôme Langelier, Alphonse Charlebois, J. Misael Fortier et Théodore Nadeau, ces trois derniers faisant affaires sous le nom de Maria Pulp & Lumber Co., et la Cascapédia Pulp & Lumber Co.

2° Que les possesseurs, pendant les trois dernières années, de l'immeuble connu sous le nom de Green Point, dans la paroisse de Sainte-Erigitte de Maria, comté de Bonaventure, et formé de partie des numéros suivants du cadastre de la susdite paroisse, savoir : Nos. 49, 50, 51 E; 49, 50, 51 F; 52, 53 A; 52, 53 B; 52, 53 D; 54 A; 55 B; 56 A; 56 B; 58 A ont été les personnes suivantes : Honoré Guité, Jean Louis Cyr, Georges Poirier, André Audet, Xavier Cyr, James Audet, Joseph Audet, Will. Cyr, Sylvestre Cyr, Salomon Cyr et al, Ignace Cyr, Maria Pulp & Lumber Co., Cascapédia Pulp & Lumber Co.

ALFRED LEMIEUX,
Liquidateur.

Bureau : People's Chambers,
No. 125, rue Saint-Pierre.
Québec, 12 mai 1899. 1721-3

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnées ont été saisies et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } THE McARTHUR BROTHERS COMPANY (LIMITED), ET AL., Demandeurs; contre AMABLE COUPAL, Défendeur, savoir :

1° La moitié indivise d'un terrain d'un arpent carré, faisant partie du lot numéro quinze cent soixante-sept (1567), du cadastre pour la paroisse de Saint-François; borné au sud à la rive nord du Ruisseau des Meules, et des autres côtes au dit lot, avec un droit de passage pour aller au chemin public et le droit de laisser couler l'eau dans un fossé creusé par les demandeurs sur le dit lot, et le droit de réparer ce fossé et tous autres travaux des mines sur le dit lot.

2° La moitié indivise des droits et prétentions de

file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 5th May, 1899. 1730
[First published, 6th May, 1899.]

Ratification

PUBLIC NOTICE.

In re Cascapédia Pulp & Lumber Co.,
In liquidation.

Notice is hereby given that, pursuant to articles 5727 B and 5727 C, of the statute 60 Vict., chap. 49, the deed of sale of the immovables sold by auction on the 4th of April, 1899, has been filed in my office for ratification, according to law, as also the registrar's certificate. By the registry certificate it appears :

1. That the persons who possessed, during the last three years, the immovable known by the name of the Eskiminac Farm, and consisting of the lots of land Nos. one, two, three, four and five, of the township Angers, in the county of Bonaventure, were Jean Chrysostôme Langelier, Adolphe Charlebois, J. Misael Fortier and Théodore Nadeau, the three latter carrying on business under the name of Maria Pulp & Lumber Co., and the Cascapédia Pulp & Lumber Co.

2. That the persons who possessed, during the last three years, the immovable known by the name of Green Point, in the parish of Sainte Brigitte de Maria, county of Bonaventure, and made up of part of the following cadastral numbers of the said parish, to wit : Nos. 49, 50, 51 E; 49, 50, 51 F; 52, 53 A; 52, 53 B; 52, 53 D; 54 A; 55 B; 56 A; 56 B; 58 A were the following : Honoré Guité, Jean Louis Cyr, George Poirier, André Audet, Xavier Cyr, James Audet, Joseph Audet, Will. Cyr, Sylvestre Cyr, Salomon Cyr et al, Ignace Cyr, Maria Pulp & Lumber Co., Cascapédia Pulp & Lumber Co.

ALF. LEMIEUX,
Liquidator.

Office : Peoples Chambers,
No. 125, Saint Peter street.
Quebec, 12th May, 1899. 1722

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } THE McARTHUR BROTHERS COMPANY (LIMITED), ET AL., Plaintiffs; against AMABLE COUPAL, Defendant, to wit :

1. The undivided half of a lot of one arpent square, forming part of lot number fifteen hundred and sixty-seven (1567), of the cadastre for the parish of Saint Francis; bounded on the south by the north bank of the Ruisseau des Meules, and on the other sides by the said lot, with a right of passage to go to the public road, and the right of letting the water flow into a ditch dug by the plaintiffs on the said lot, and the right to separate this ditch and all the other mining works on the said lot.

2. The undivided half of the rights and preten-

Amable Coupal sur le lot numéro quinze cent soixante-huit (1568), du cadastre pour la paroisse de Saint-François, tels que décrits dans un acte passé le 13 novembre 1886, devant le notaire P. Angers, et enregistré à Saint-François, le 21 janvier 1887, sous le numéro 26512, et consistant spécialement à faire des travaux de creusement et autres travaux pour l'exploitation des mines d'or et d'argent pouvant se trouver dans le dit lot, de percer un tunnel, droits de passage, etc., et spécialement le tunnel, le puits et autres travaux faits sur le dit lot.

3° Tous les droits et prétentions de Amable Coupal sur un terrain étant le lot numéro quinze cent soixante-sept (1567), du cadastre de la paroisse de Saint-François, droits de surface pour exploitation des mines sur ce dit lot, et qu'il a en vertu d'une promesse de vente consentie par Napoléon Bernard et par prise de possession—le tout avec bâtisses et constructions, travaux de mines, etc.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François de la Beauce, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif.

Shérif.

Village de St-Joseph, Beauce, 23 mai 1899.

[Première publication, 27 mai 1899.] 1999

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Cour Supérieure, } **ZEPHENIAH D. WILSON**, du canton de Sutton, dans le district de Bedford, Demandeur; contre les meubles et immeubles de **JAMES WILSON**, du canton de Sutton, dans le district de Bedford, Défendeur.

Cette terre décrite comme suit, à savoir :

1° Ce lot, de forme irrégulière, formant partie du lot vingt-sept, dans le troisième rang, subdivision primitive du canton de Sutton, dans le district de Bedford, contenant quatre-vingt-treize 68 1/100 acres, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Sutton, sous le numéro quatre cent dix (410).

2° Ce lot, de forme irrégulière, formant partie du lot numéro vingt-huit, dans le troisième rang, subdivision primitive du dit canton de Sutton, contenant dix-huit 95 1/100 acres, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Sutton, sous le numéro quatre cent vingt (420).

3° Partie du lot vingt-sept, dans le troisième rang du dit canton de Sutton, maintenant connu comme deux acres et demi du bout sud-est du numéro du cadastre quatre cent douze (412) du dit canton; bornée au sud-est par la rivière, et au nord-ouest par le résidu du dit lot.

4° Partie du lot vingt-sept, dans le troisième rang du dit canton de Sutton, maintenant connu comme un acre et demi du bout sud-ouest du numéro du cadastre quatre cent quinze (415) du dit canton; bornée à l'ouest par le numéro quatre cent douze, au sud-est par la rivière, et au nord par le résidu du dit lot.

Les dits morceaux de terre pour être vendus en un seul lot comme une seule terre, avec toutes les améliorations sus-érigées, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André de Sutton, comté de Brome, district de Bedford, le DIXIEME jour de JUIN prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif,
Sweetsburg, 27 avril 1899.

Shérif.
1639-2

[Première publication, 6 mai 1899.]

sions of Amable Coupal on lot number fifteen hundred and sixty-eight (1568), of the cadastre for the parish of Saint Francis, such as set forth in a deed passed on the 13th of November, 1886, before the notary P. Angers, and registered at Saint Francis, on the 21st of January, 1887, under number 26512, and consisting especially in making excavation and other work to mine for the gold and silver that may be in the said lot, to pierce a tunnel, rights of passage, &c., and especially the tunnel, the well and other work done on the said lot.

3. All the rights and pretensions of Amable Coupal on a land being lot number fifteen hundred and sixty-seven (1567), of the cadastre of the parish of Saint Francis, surface rights for working the mines on this said lot, and which he has in virtue of a promise of sale given by Napoléon Bernard and by taking possession—the whole with buildings, erections, mining works, &c.

To be sold at the church door of the parish of Saint Francis of la Beauce, on the SIXTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office.

Sheriff.

Village of Saint Joseph, Beauce, 23rd May, 1899.

[First published, 27th May, 1899.] 2000

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Superior Court, } **ZEPHENIAH D. WILSON**, of the township of Sutton, District of Bedford, } Plaintiff; against the goods and lands of **JAMES WILSON**, of the township of Sutton, in the district of Bedford, Defendant.

That certain farm described as follows, to wit :

1. That lot, of irregular figure, forming part of lot twenty-seven, in the third range, primitive subdivision of the township of Sutton, in the district of Bedford, containing ninety-three 68 1/100 acres, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Sutton, as number four hundred and ten (410).

2. That lot, of irregular figure, forming part of lot number twenty-eight, in the third range, primitive subdivision of the said township of Sutton, containing eighteen 95 1/100 acres, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Sutton, as number four hundred and twenty (420).

3. Part of lot twenty-seven, in the third range of the said township of Sutton, and now known as two and one half acres off from the south east end of cadastral number four hundred and twelve (412) of said township; bounded to the south east by the river, and north west by remainder of said lot.

4. Part of lot twenty-seven, in the third range of the said township of Sutton, and now known as one and a half acre off from the south west end of cadastral number four hundred and fifteen (415) of said township; bounded west by number four hundred and twelve, south east by the river, and north by residue of said lot.

The said pieces of land to be sold *en bloc* as one farm, with all improvements thereon, at the parish church door of Saint André de Sutton, county of Brome and district of Bedford, on the Tenth day of JUNE next, at the hour of NINE o'clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Sweetsburg, 27th April, 1899.

1640

[First published, 6th May, 1899.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **CHARLES GILBERT**,
No 383. } **O** rentier, de la paroisse
de Saint-Alexis, Demandeur ; vs **ELIE GIRARD**,
de Notre-Dame de Laterrière, Défendeur.

1° Une terre comprenant les lots désignés au cadastre officiel de partie du premier rang du canton de Bagot, et de partie des 1er, 2e, 3e, 4e, 5e et 13e rangs sud-ouest du canton de Chicoutimi, sous les numéros quatorze A (14 A et 14 B) quatorze B, du cinquième rang sud-ouest du dit canton de Chicoutimi, contenant ces deux lots, une superficie totale d'environ cent acres—avec ensemble toutes les bâtisses érigées sur cette dite terre et autres dépendances, mais avec réserve en faveur de Dame veuve Guillaume Potvin, d'un lopin de terre situé dans la partie nord-est du dit lot numéro quatorze A (14 A), et pouvant contenir un acre en superficie, plus ou moins, et aussi avec la réserve de la récolte de cette année.

2° Une terre comprenant les lots désignés au même cadastre officiel sous les numéros quatorze A (14 A), quinze A (15 A), quinze B (15 B) et quinze C (15 C), du dit quatrième rang sud-ouest du dit canton de Chicoutimi, contenant ces quatre lots une superficie totale d'environ cent quatre-vingt-seize acres—avec ensemble toutes les bâtisses dessus érigées et autres dépendances, avec réserve cependant de l'emplacement de la beurrerie occupé par et la propriété de Alfred Tremblay, faisant partie des numéros 15 B et 15 C (15 B et 15 C), ou de l'un d'eux et aussi avec la réserve de la récolte de l'année courante, lesquels emplacement de beurrerie et récolte sont distraits de cette saisie.

Pour être vendues à la porte de l'église de la dite paroisse de Notre-Dame de Laterrière, le VINGT-NEUVIEME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 20 mai 1899. 1953
[Première publication, 27 mai 1899.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **NESIME HARVEY**,
No 385. } **O** de Sainte-Anne, marchand, Demandeur ; contre **TOBIE SAVARD**, de Saint-Léonard, Défendeur.

Les droits de possession, bâtisses, améliorations et tous autres droits quelconques du défendeur sur une terre située dans le rang A et dans le premier rang du canton de Simard, contenant cent quatre-vingt-dix-huit acres en superficie, plus ou moins, comprenant les numéros trente du rang A, et trente A et trente B, du premier rang, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Simard ; bornée par le front à la rivière Saguenay, par la profondeur au deuxième rang, par le côté sud-est à Pamphile Gagnon, et par le côté nord-ouest aux représentants de Adolphe Tremblay.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Chicoutimi, au palais de justice, à Chicoutimi, le VINGT-HUITIEME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 20 mai 1899. 1951
[Première publication, 27 mai 1899.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **CHARLES GILBERT**,
No. 383. } **O** rentier, of the parish
of Saint Alexis, Plaintiff ; vs **ELIE GIRARD**, of
Notre Dame de Laterrière, Defendant.

1. A lot comprising the lots described on the official cadastre of part of the first range of the township of Bagot, and of part of the 1st, 2nd, 3rd, 4th, 5th and 13th ranges south west of the township of Chicoutimi, as numbers fourteen A and fourteen B (14 A and 14 A), of the fifth range south west of the said township of Chicoutimi, these two lots containing a total area of about one hundred acres—together with all the buildings erected on the said land and other dependencies, but reserving in favor of Mrs widow Guillaume Potvin of a lot of land situate in the north east part of said lot number fourteen A (14 A), and containing about one acre in area, more or less, and also reserving of this year's crop.

2. A land comprising the lots described on the same official cadastre as numbers fourteen A (14 A), fifteen A (15 A), fifteen B (15 B) and fifteen C (15 C), of the said fourth range south west of the said township of Chicoutimi, these four lots containing a total area of about one hundred and ninety-six acres—with all the buildings thereon erected and other dependencies, reserving, however, the lot of the butter factory held and owned by Alfred Tremblay, forming part of the numbers 15 B and 15 C (15 B and 15 C), or of one of them, and also reserving the crop for the current year, which butter factory lot and crop are excepted from this seizure.

To be sold at the church door of the said parish of Notre Dame de Laterrière, on the TWENTY-NINTH day of the month of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 20th May, 1899. 1954
[First published, 27th May, 1899.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **NESIME HARVEY**, of
No. 385. } **O** Sainte Anne, merchant,
Plaintiff, against **TOBIE SAVARD**, of Saint Leonard, Defendant.

The rights of possession, buildings, improvements and all other rights whatsoever of the defendant on a lot situate in the range A of the first range of the township of Simard, containing one hundred and ninety-eight acres in area, more or less, comprising the numbers thirty of range A, and thirty A and thirty B of the first range, according to the official plan and book of reference of the cadastre of the said township Simard ; bounded in front by the river Saguenay, in rear by the second range, on the south east side by Pamphile Gagnon, and on the north west side by the representatives of Adolphe Tremblay.

To be sold at the registry office of the county of Chicoutimi, in the court house, at Chicoutimi, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 20th May, 1899. 1952
[First published, 27th May, 1899.]

FIERI FACIAS.*Cour Supérieure.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } **JOSEPH NAPOLEON**
 No. 381. } **THERIEN**, de Chicoutimi, journalier, Demandeur; vs **ELIE GIRARD**, de Notre-Dame de Laterrière, Défendeur.

1° Un lopin de terre de figure irrégulière, formant partie des lots connus et désignés au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, dans le quartier est, sous les numéros treize et quatorze, de superficie inconnue, lequel mesure quatre-vingt pieds du sud au nord et environ trois cent quarante pieds de l'est à l'ouest, et est borné à l'ouest par un chemin public appelé la rue Salaberry, au sud par L. Eugène Guay et autres, par le côté est à L. G. Belley, et au nord par une ligne partant de la rue Salaberry courant sud 82 degrés et dix minutes (82° 10') est, astronomiquement, passant à l'angle nord-est du solage de la manufacture de laine y érigée et se rendant jusqu'au terrain de L. G. Belley, possédé par le défendeur en vertu d'un bail emphytéotique consenti à ses auteurs par la corporation Episcopale Catholique Romaine de Chicoutimi, pour vingt cinq ans, qui ont commencé à courir le premier janvier 1896, par acte devant Mre Ths Z. Cloutier, notaire, le dix-neuf février 1896, et dûment enregistré le 18 mars suivant; lequel lopin de terre est et restera sujet envers la dite corporation Episcopale Catholique Romaine de Chicoutimi, aux charges, obligations, restrictions et conventions quelconques énumérées dans le dit bail emphytéotique auxquels l'adjudicataire sera tenu de se conformer et notamment au paiement du loyer annuel de trente-cinq piastres payables semi-annuellement, le premier de juillet et le premier de janvier, en commençant le premier de juillet prochain; et, 2° La manufacture de laine, la boutique (*machine shop*) et autres constructions érigées sur le terrain ci-dessus décrit, avec ensemble, les métiers à filer et à tisser, le moulin à carder et tous les outils, gréments, straps et machineries quelconques installées dans les dites bâtisses, de l'une à l'autre et qui peuvent se trouver sur le terrain.

Pour être vendue en un seul lot, dans mon bureau, au palais de justice, à Chicoutimi, le VINGT-HUITIEME jour du mois de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 20 mai 1899. Shérif. 1955
 [Première publication, 27 mai 1899.]

FIERI FACIAS.*Cour Supérieure.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } **ALEXANDRE BLAIR**,
 No. 382. } de Chicoutimi, marchand, Demandeur. contre **HECTOR POTVIN**, de Notre-Dame de Laterrière, Défendeur.

Une terre comprenant le lot numéro treize, du quatrième rang sud-ouest du canton de Chicoutimi, d'après le cadastre de partie du premier rang du canton de Bagot, et de partie des 1er, 2e, 3e, 4e, 5e et 13e rangs, sud-ouest du canton de Chicoutimi, contenant cent acres en superficie, plus ou moins; bornée par un bout au sud-est au troisième rang, par l'autre bout au nord-ouest au cinquième rang, joignant par le côté nord-est à Guillaume Potvin ou ses représentants, et par le côté sud-ouest à une route entre les numéros treize et quatorze—avec les bâtisses érigées sur cette terre, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Notre-Dame de Laterrière, le VINGT-NEUVIEME jour du mois de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 23 mai 1899. Shérif. 2021
 [Première publication, 27 mai 1899.]

FIERI FACIAS.*Superior Court.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } **JOSEPH NAPOLEON**
 No. 381. } **THERIEN**, of Chicoutimi, laborer, Plaintiff; vs **ELIE GIRARD**, of Notre Dame de Laterrière, Defendant.

1. A lot of land of irregular, outline forming part of the lots known and described on the official cadastre of the town of Chicoutimi, in the east ward, as numbers thirteen and fourteen, of unknown area, which measures eighty feet from south to north and about three hundred and forty feet from east to west, and is bounded on the west by a public road called Salaberry street, on the south by L. Eugène Guay and others, on the east side by L. G. Belley, and on the north by a line starting from Salaberry street, running south 82 degrees and ten minutes (82° 10 m), astronomically east, passing at the north east angle of the foundation of the wool factory thereon erected and going to the lot of L. G. Belley, held by the defendant in virtue of an emphyteutic lease passed to his predecessors by the Roman Catholic Episcopal Corporation of Chicoutimi, for twenty-five years which commenced to run on the first of January, 1896, by deed before Mre Ths. Z. Cloutier, notary, on the nineteenth of February, 1896, and duly registered on the 18th of March following; which lot of land is and will remain subject in favor of the said Roman Catholic Episcopal Corporation of Chicoutimi to the charges, obligations, restrictions and stipulations whatever set forth in the said emphyteutic lease with which the purchaser will be bound to comply and especially to the payment of the yearly rent of thirty-five dollars payable half-yearly, on the first of July and on the first of January, commencing on the first of July next; and, 2. The wool factory, the machine shop and other buildings erected on the lot above described, together with spinning and weaving machines, carding mill and all the apparatus, machinery, straps and machineries whatsoever installed in the said buildings from one to the other end and which may be found on the land.

To be sold in one single lot, at my office, in the court house, at Chicoutimi, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Chicoutimi, 20th May, 1899. Sheriff. 1956
 [First published, 27th May, 1899.]

FIERI FACIAS.*Superior Court.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } **ALEXANDER BLAIR**,
 No. 382. } of Chicoutimi, merchant, Plaintiff; against **HECTOR POTVIN**, of Notre Dame de Laterrière, Defendant.

A land comprising lot number thirteen, of the fourth range south west of the township of Chicoutimi, according to the cadastre of part of the first range of township Bagot, and of part of the 1st, 2nd, 3rd, 4th, 5th and 13th ranges, south west of township of Chicoutimi, containing one hundred acres in area, more or less; bounded at one end to the south east by the third range, at the other end on the north west by the fifth range, joining on the north east side, Guillaume Potvin or representatives, and the south west side a by-road between the numbers thirteen and fourteen—together with buildings erected on this land, circumstances and dependences.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de Laterrière, on the TWENTY-NINTH day of the month of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Chicoutimi, 23th May, 1899. Sheriff. 2022
 [First published, 27th May, 1899.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Percé, à savoir : } WILLIAM COWAN ET AL,
No 1215. } de Galt, province d'Ontario,
Demandeurs ; contre ESDRAS LEPAGE, Défendeur.

1° Une terre sise et située au premier rang de la paroisse de Saint-Norbert du Cap Chat, dans le comté de Gaspé, de la contenance de deux arpents de front, plus ou moins, à partir du fleuve Saint-Laurent, courant vers le sud jusqu'au chemin de la Reine, et un arpent de front, en courant vers le sud en profondeur de vingt-quatre arpents, le tout plus ou moins ; bornée en front vers le nord au fleuve Saint-Laurent, en arrière vers le sud aux terres du "Petit Cordon", tenant du côté est à Gustave Perrée, et du côté ouest à James Henley—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un lopin de terre sis et situé à l'endroit appelé "Anse au Goémon", au premier rang de la paroisse de Saint-Norbert du Cap Chat, dans le comté de Gaspé, de la contenance de quatre arpents de front sur la profondeur d'un arpent ; borné en front vers le nord au fleuve Saint-Laurent, en arrière vers le sud au chemin de la Reine, à l'est à James Henley, et à l'ouest à Anctil Lepage—avec un moulin à scies à vapeur et les machines y contenues, telles que les scies, machines à moulures, planer, traineaux, concasseurs (*grinder*), machine à déliner (*ripper*) et autres, qui se trouvent dans le dit moulin à vapeur.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Norbert du Cap Chat, le QUINZIÈME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

JAS. T. TUZO,

Bureau du Shérif, Shérif.
Percé, 20 mai 1899. 2041
[Première publication, 27 mai 1899.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Percé, to wit : } WILLIAM COWAN ET AL., of
No. 1215. } Galt, province of Ontario,
Plaintiffs ; against ESDRAS LEPAGE, Defendant.

1. A land being and lying in the first range of the parish of Saint Norbert of Cap Chat, in the county of Gaspé, containing two arpents in front, more or less, starting from Saint Lawrence river, running towards the south to the Queen's road, and one arpent in front, running towards the south in depth, of twenty-four arpents, the whole more or less ; bounded in front to the north to the Saint Lawrence river, in rear to the south by the lands of "Petit Cordon," joining to the east side Gustave Perrée, and to the west side James Henley—together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land situate at the place called "Anse au Goémon," in the first range of the parish of Saint Norbert of Cap Chat, in the county of Gaspé, containing four arpents in front by the depth of one arpent ; bounded in front to the north by the Saint Lawrence river, in rear to the south by the Queen's highway, to the east by James Henley, and to the west by Anctil Lepage—with a steam saw mill and machinery belonging thereto : as saws, moulding machines, planer, carriage (*traineau*), grinder, ripper and others, which are in the said steam mill.

To be sold at the church door of the parish of Saint Norbert of Cap Chat, on the FIFTEENTH day of JULY next, at THREE of the clock in the afternoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office, Shérif.
Percé, 20th May, 1899. 2042
[First published, 27th May, 1899.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Court de circuit pour le comté de Napierville, dans le district d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } LOUIS NAPOLEON
No. 375. } McQUEEN, banquier, du village de Napierville, dans le district d'Iberville, Demandeur ; contre JOSEPH GREGOIRE, fils, menuisier, du dit village de Napierville, Défendeur.

Un lot de terre situé sur la rue Saint-Joseph, dans le village de Napierville, dans le district d'Iberville ; connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Napierville, sous le numéro cent cinquante-cinq (No. 155), de la contenance de cinquante-trois perches et trois-huitièmes en superficie—sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 22 mai 1899. 1983
[Première publication, 27 mai 1899.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Napierville, in the District of Iberville.

Saint John, to wit : } LOUIS NAPOLEON
No. 375. } McQUEEN, banker, of the village of Napierville, in the district of Iberville, Plaintiff ; against JOSEPH GREGOIRE, fils, joiner of the said village of Napierville, Defendant.

A lot of land situate on Saint Joseph street, in the village of Napierville, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Napierville, under the number one hundred and fifty-five (No. 155), containing fifty-three perches and three eighths in superficies—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Cyprien, in the district of Iberville, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHS. ARPIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Johns, 22nd May, 1899. 1984
[First published, 27th May, 1899.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir : } **A**CHILLE LEBEL, de la ville de Fraserville, forgeron, Demandeur ; contre MICHEL LEVASSEUR, du même lieu, Défendeur, c'est à savoir :

Un emplacement situé en la ville de Fraserville, du côté sud de la rue du Collège, de cinquante pieds de front sur cent vingt-cinq pieds de profondeur, de mesure française, faisant partie du numéro trois cent cinquante-neuf (No 359), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite ville de Fraserville ; borné au nord à la dite rue du Collège, au sud au bout de la dite profondeur, joignant du côté nord-est à Mme N. G. Pelletier, et du côté sud-ouest aux représentants feu Frédéric St-Pierre — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A charge par l'acquéreur de payer à William Fraser, écuyer, seigneur, une rente annuelle de sept piastres quarante-deux centins, au premier d'octobre.

Pour être vendu en mon bureau, en la ville de Fraserville, **MERCREDI**, le **VINGT-HUITIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ POULIOT,

Bureau du Shérif,
Fraserville, 23 mai 1899.Shérif.
2025

[Première publication, 27 mai 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District de Kamouraska.*

Kamouraska, à savoir : } **D**AME ODELIE BOUCHARD, de Saint-Alexandre, veuve de feu Ferdinand Marchand, en son vivant ouvrier, de la dite paroisse, Demanderesse ; contre ALPHONSE LAGACE, du même lieu, Défendeur, c'est à savoir :

1° Un circuit de terre situé dans le troisième rang de la paroisse de Saint-Alexandre, faisant partie du numéro (323) trois cent vingt-trois, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, contenant un demi arpent de front sur environ trois arpents et demi de profondeur ; borné au sud au chemin neuf du troisième rang, au nord à la ligne du chemin de fer Intercolonial, au nord-est à Régent Fortin, et au sud-ouest à André Gagné—avec une maison et grange dessus construites, avec de plus une lisière de terrain de dix pieds de largeur, courant le long du dit chemin de fer, environ un demi arpent depuis la ligne sud-ouest du dit circuit jusqu'à un passage de quinze pieds à travers le dit chemin de fer, laquelle lisière fait aussi partie du dit lot (No 323) numéro trois cent vingt-trois, circonstances et dépendances.

2° Un autre circuit de terre situé au même lieu et portant le numéro (320) trois cent vingt, du même cadastre, de un arpent de front sur environ quinze arpents de profondeur, avec en sus une lisière de terrain de dix pieds de largeur courant au sud-ouest le long du dit chemin de fer, environ un arpent, pour aller rejoindre le passage susdit à travers le dit chemin de fer, laquelle lisière de terrain fait partie du lot numéro (324) trois cent vingt-quatre du dit cadastre—circonstances et dépendances ; à charge pas les acquéreurs de ces dits circuits de terre de se conformer aux charges et réserves stipulées dans l'acte de vente par le dit André Gagné au dit défendeur, en date du treize mai mil huit cent quatre-vingt quinze, reçu devant Mre C. P. Beaulieu, notaire.

Pour être vendus à la porte de l'église de la

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.*

Kamouraska, to wit : } **A**CHILLE LEBEL, of the town of Fraserville, blacksmith, Plaintiff ; against MICHEL LEVASSEUR, of the same place, Defendant, to wit :

A lot situate in the town of Fraserville, on the south side of College street, of fifty feet in front by one hundred and twenty five feet in depth, french measure, forming part of number three hundred and fifty-nine (No. 359), of the official plan and book of reference of the cadastre for the said town of Fraserville ; bounded on the north by the said College street, on the south by the end of the said depth, on one side to the north east by Mrs. N. G. Pelletier, and on the south west side by the representatives of the late Frédéric St Pierre—with buildings thereon erected. circumstances and dependencies. Subject to the charge of paying to William Fraser, esquire, seignior, a yearly rent of seven dollars and forty-two cents, on the first of October.

To be sold at my office, in the town of Fraserville, on **WEDNESDAY**, the **TWENTY-EIGHTH** day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ POULIOT,

Sheriff's Office,

Fraserville, 23rd May, 1899.

Sheriff.
2026

[First published, 27th May, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Kamouraska.*

Kamouraska, à savoir : } **D**AME ODELIE BOUCHARD, of Saint-Alexandre, widow of the late Ferdinand Marchand, in his lifetime workman, of the said parish, Plaintiff ; against ALPHONSE LAGACE, of the same place, Defendant, to wit :

1. A circuit of land situate in the third range of the parish of Saint Alexandre, forming part of number (323) three hundred and twenty-three, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, containing one half arpent in front by about three arpents and a half in depth ; bounded on the south by the new road of the third range, on the north by the line of the Intercolonial railway, on the north east by Régent Fortin, and on the south west by André Gagné—with a house and barn thereon erected, with, moreover, a strip of land of ten feet in width running along the said railway, about one half arpent from the south west line of the said circuit to a passage of fifteen feet across the said railway, which strip also forms part of said lot number (323) three hundred and twenty-three, circumstances and dependencies.

2. Another circuit of land situate at the same place and bearing the number (320) three hundred and twenty, of the same cadastre, of one arpent in front by about fifteen arpents in depth, with, moreover, a strip of land of ten feet in width running to the south west along the said railway, about one arpent, to go and rejoin the said passage across the said railway, which strip of land forms part of the lot number (324) three hundred and twenty-four, of the said cadastre—circumstances and dependencies ; Subject to the charge upon the purchasers of these said circuits of land of complying with the charges and reservations stipulated in the deed of sale from André Gagné to the said defendant, dated the thirteenth of May, one thousand eight hundred and ninety-five, passed before Mre. C. P. Beaulieu, notary.

To be sold at the church door of the parish of

paroisse de Saint-Alexandre. **VENDREDI**, le **TRENTIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 23 mai 1899. 2023
[Première publication, 27 mai 1899.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent défini que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D**AME **VALERIE HER-**
No 2882. } **NOIS**, épouse séparée de
biens de Venant Poirier, cordonnier, de la cité de
Saint-Henri, dit district, et le dit Venant Poirier,
pour autoriser son épouse aux fins des présentes,
Demanderesse ; contre les terres et tenements de
VENANT HENRICHON, de la ville Saint-Paul,
dit district, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville Saint-Paul,
comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec les
bâtisses y érigées, faisant le coin des rues Molson
et Auger, connu et désigné sur le plan et au livre
de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse
de Montréal, sous le numéro trois mille quatre cent
soixante et dix-sept.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le **VINGT-HUITIEME** jour de **JUIN**
prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit
bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 23 mai 1899. 2029
[Première publication, 27 mai 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **M**AXIMILIEN **LEFEB-**
No 2273. } **VRE**, cultivateur, en sa
qualité d'administrateur de la succession de feu
Pierre Lefebvre, de la paroisse de Saint-Philippe,
district de Montréal, Demandeur ; contre les terres
et tenements de **CYRILLE AUBRY**, du même
lieu, Défendeur :

1° Une portion de terre située en la paroisse de
Saint-Philippe, dans le comté de Laprairie, district
de Montréal, en la concession de La Tortue, con-
tenant environ quarante cinq arpents en superficie,
plus ou moins ; borné en front par la Rivière La
Tortue, en profondeur par les terrains de Saint-
Constant, formant partie du lot numéro (345) trois
cent quarante-cinq, des plan et livre de renvoi offici-
els de la dite paroisse de Saint-Philippe—sans
bâtisses.

2° Une autre portion de terre située au même
lieu, contenant environ cinquante-neuf arpents et
cinquante perches en superficie, plus ou moins,
formant le lot numéro trois cent quarante-huit
(348), des plan et livre de renvoi officiels de la dite
paroisse de Saint-Philippe ; borné en front par les
représentants de David Racicot, et en profondeur
aux terrains de Saint-Constant—avec une maison et
une grange dessus construites.

3° Une autre portion de terre au même lieu, con-
tenant soixante et cinq arpents en superficie, plus
ou moins, formant le lot numéro trois cent cin-
quante-deux, des plan et livre de renvoi officiels de
la dite paroisse de Saint-Philippe—avec maison,
grange et autres bâtisses dessus construites.

4° Une autre portion de terre située au même
lieu, contenant environ quarante-six arpents et cin-
quante perches en superficie, plus ou moins, for-

Saint Alexandre, on **FRIDAY**, the **THIRTIETH**
day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.
Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 23rd May, 1899. 2024
[First published, 27th May, 1899.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respective
time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **D**AME **VALERIE HER-**
No. 2882. } **NOIS**, wife separated as
to property of Venant Poirier, shoemaker, of the
city of Saint Henry, said district, and the said
Venant Poirier, to authorize his wife for the pur-
poses hereof, Plaintiff ; against the lands and tene-
ments of **VENANT HENRICHON**, of the town
of Saint-Paul, said district, Defendant.

A lot of land situate in the town of Saint Paul,
county of Hochelaga, district of Montreal—together
with buildings thereon erected, being at the corner
of Molson and Auger streets, known and design-
ated on the official plan and in the book of refer-
ence for the municipality of the parish of Montreal,
as number three thousand four hundred and seventy-
seven.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the **TWENTY-EIGHTH** day of **JUNE** next, at
TEN of the clock in the forenoon. The said writ
returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 23rd May, 1899. 2030
[First published, 27th May, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **M**AXIMILIEN **LEFEBVRE**,
No. 2273. } farmer, in his quality of
administrator of the estate of the late Pierre Le-
febvre, of the parish of Saint Philippe, district of
Montreal, Plaintiff ; against the lands and tene-
ments of **CYRILLE AUBRY**, of the same place,
Defendant.

1. A piece of land situate in the parish of Saint
Philippe, in the county of Laprairie, district of
Montreal, in the concession La Tortue, containing
about forty-five arpents in area, more or less ;
bounded in front by the river La Tortue, in depth
by the lands of Saint Constant, forming part of lot
number (345) three hundred and forty-five, of the
official plan and book of reference of the said parish
of Saint Philippe—without buildings.

2. Another piece of land situate at the same
place, containing about fifty-nine arpents and fifty
perches in area, more or less, forming the lot num-
ber three hundred and forty-eight (348), of the
official plan and book of reference of the said parish
of Saint Philippe ; bounded in front by the repre-
sentatives of David Racicot, and in depth by the
lands of Saint Constant—with a house and barn
thereon erected.

3. Another piece of land situate at the same
place, containing sixty five arpents in area, more
or less, forming lot number three hundred and
fifty-two, of the official plan and book of reference
of the said parish of Saint Philippe—with house,
barn and outbuildings thereon erected.

4. Another piece of land situate at the same
place, containing about forty-six arpents and fifty
perches in area, more or less, forming the northern

mant la partie nord et longitudinale du lot numéro trois cent cinquante-trois (353), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe.

5° Un autre morceau de terre situé au même lieu, contenant environ sept arpents en superficie, plus ou moins, formant le lot numéro trois cent soixante et dix-neuf (379), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Philippe, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,

Shérif.

Montréal, 23 mai 1899.

2031

[Première publication, 27 mai 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **B**ERNARD J. HARRINGTON, des cité et district de Montréal, professeur, Demandeur : contre les terres et tenements de JOSEPH BROUILLET, des cité et district de Montréal, entrepreneur, Défendeur.

1° Un lot de terre ou emplacement sis et situé dans la cité de Montréal ; borné en front par la rue Massue, connu et désigné sous le numéro vingt-quatre, de la subdivision officielle du lot numéro trois cent vingt-cinq (No 325-24), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, (paroisse de Montréal)—avec une maison en pierre et brique, avec rallonge sus-érigée.

2° Un autre lot de terre ou emplacement sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Massue, connu et désigné sous le numéro vingt-cinq, de la subdivision officielle du lot numéro trois cent vingt-cinq (No 325-25), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, paroisse de Montréal)—avec une maison en pierre et brique, avec rallonge sus-érigée.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif.

Shérif.

Montréal, 2 mai 1899.

1655-2

[Première publication, 6 mai 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Beauharnois.

Montréal, à savoir : } **J**OSEPH ABRAHAM DE-FAVETTE, fabricant de fromage, de la paroisse de Saint-Urbain Premier, district de Beauharnois, et al. Demandeurs ; contre les terres et tenements de CESAIRE NARREAU, ci-devant de la paroisse de Saint-Isidore, district de Montréal, et actuellement de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la côte sud-est de Saint-Régis, dans la paroisse de Saint-Isidore, faisant partie du lot numéro cent soixante, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Isidore, dans le comté de Laprairie, contenant trois quarts d'arpent de front sur environ trois arpents, trois perches et trois pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise ; borné en front par le chemin public, en profondeur par partie du dit lot numéro cent soixante (p. No 160), et d'un côté par partie du numéro cent cinquante-huit (p. No 158), et de l'autre côté, partie par le numéro cent soixante et un (p. No 161), et partie par une petite partie du lot numéro cent soixante (No 160)—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Isidore, le NEUVIÈME

and longitudinal part of lot number three hundred and fifty-three (353), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Philippe.

5. Another piece of land situate at the same place, containing about seven arpents in area, more or less, forming lot number three hundred and seventy-nine (379), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Philippe—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Philippe, on the TWENTY-NINTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Montreal, 23rd May, 1899.

2032

[First published, 27th May, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **B**ERNARD J. HARRINGTON, of the city and district of Montreal, professor, Plaintiff : against the lands and tenements of JOSEPH BROUILLET, of the city and district of Montreal, contractor, Defendant.

1. A lot of land or emplacement situate and being in the city of Montreal ; bounded in front by Massue street, known and designated as number twenty-four, of the official subdivision of lot number three hundred and twenty-five (No. 325-24), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, (parish of Montreal)—with a stone and brick house, with extension thereon erected.

2° Another lot of land or emplacement situate and being at the same place ; bounded in front by Massue street, known and designated as number twenty-five, of the official subdivision of lot number three hundred and twenty five (No. 325-25), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, (parish of Montreal)—with a stone and brick house, with extension thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JUNE next, at TEN o'clock of the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Montreal, 2nd May, 1899.

1656

[First published, 6th May, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Beauharnois.

Montreal, to wit : } **J**OSEPH ABRAHAM DE-FAVETTE, cheese maker, of the parish of Saint Urbain Premier, district of Beauharnois, et al. Plaintiffs ; against the lands and tenements of CESAIRE NARREAU, formerly of the parish of Saint Isidore, district of Montreal, and now of the city and district of Montreal, Defendant.

A piece of land situate in the south-east Côte de Saint Régis, in the parish of Saint Isidore, forming part of lot number one hundred and sixty, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Isidore, county of Laprairie, containing three-quarters of an arpent in front by about three arpents, three perches and three feet in depth, more or less, without warranty of precise measurement ; bounded in front by the public road, in depth by part of the said lot number one hundred and sixty (pt. No. 160), and on one side by part of number one hundred and fifty-eight (pt. No. 158) and on the other side, partly by number one hundred and sixty-one (pt. No. 161), and partly by a little part of lot number one hundred and sixty (No. 160)—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Isidore, on the NINTH day of

jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDDAU,

Bureau du Shérif,

Montréal, 3 mai 1899.

[Première publication, 6 mai 1899.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS

District of Montreal.

Montreal, à savoir : **THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF**
No 1916.

CANADA, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de FRANCOIS MANDEVILLE, notaire et agent d'immeubles, ci-devant de la paroisse de Saint-Polycarpe, district de Montréal, maintenant de la paroisse de Labelle, dans le district d'Ottawa, en sa qualité de grevé de substitution, et CHARLES BRUCHESI, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur à la dite substitution créée en vertu d'un acte de donation de François-Xavier Beaudry, en son vivant de la dite cité de Montréal, gentilhomme, devant L. A. Grenier, notaire, le vingt-troisième jour de mars 1885, enregistré dans la division d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier, le vingt-sixième jour du même mois, Défendeurs.

Saisi en la possession des dits défendeurs, es-qualité, les immeubles suivants, savoir : 1o La moitié d'un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, district de Montréal, formant le coin des rues Cadieux et de l'Avenue Duluth, le dit lot étant connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, (paroisse de Montréal) sous le numéro quatre-vingt-seize (96) ; la dite moitié bornée en front par les rues Cadieux et l'Avenue Duluth, d'un côté sur la rue Cadieux par le lot connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du dit village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, sous le numéro quatre-vingt-dix-sept (97), et de l'autre côté sur l'Avenue Duluth par l'autre moitié du susdit lot numéro quatre-vingt-seize (96)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2o Un terrain sis et situé dans la ville d'Outremont, dans le comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal ; borné en front par le chemin public (Côte Sainte-Catherine), le dit terrain étant connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, (paroisse de Montréal) sous le numéro cinquante-sept (57) — avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif.

Montréal, 25 avril 1899.

(Première publication du 29 avril (1899) est nulle.)

[Première publication, 13 mai 1899.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Montreal, 3rd May, 1899.

[First published, 6th May, 1899.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS

District of Montreal.

Montreal, to wit : **THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF**
No. 1916.

CANADA, a body politic and corporate, having their chief office and place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of FRANCOIS MANDEVILLE, notary and land agent, formerly residing at the parish of Saint Polycarpe, district of Montreal, and now in the parish of Labelle, in the district of Ottawa, in his quality of institute, grevé de substitution, and CHARLES BRUCHESI, of the city and district of Montreal, in his capacity of curator to said substitution, created under a deed of donation from François-Xavier Beaudry, in his lifetime of the said city of Montreal, gentleman, before L. A. Grenier, notary, on the twenty-third day of March, 1885, registered in the registration division of Hochelaga and Jacques-Cartier, on the twenty-sixth day of same month, Defendants.

Seized in the possession of the said defendants, es-qualité, the following lots, to wit : 1o The half of a lot of land situate and being in Saint-Jean-Baptiste ward, in the city of Montreal, district of Montreal, forming the corner of Cadieux street and Duluth Avenue ; said lot being known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, (parish of Montreal) as number ninety-six (96) ; street and Duluth Avenue, on one side on Cadieux street by the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, as number ninety-seven (97), and on the other side on Duluth Avenue by the other half of the said lot number ninety-six (96)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot situate and being in the town of Outremont, in the county of Hochelaga, in the district of Montreal ; bounded in front by the public road (Côte Sainte Catherine), the said lot being known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, (parish of Montreal) as number fifty-seven (57)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office.

Montreal, 25th April, 1899.

(First publication of the 29th April (1899), is null.)

[First published, 13th May, 1899.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : **J** JEAN ALFRED CHARLE-
No 2102. **BOIS**, notaire public, et
VILDEBON WENCESLAS LARUE, notaire
public, tous deux de la cité de Québec, en leur
qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Dame
Zoé Aubert de Gaspé, en son vivant de Québec,
épouse de feu l'honorable Charles Alleyne, en son
vivant de Québec, shérif : contre **JOHN LAIRD**,
agent, et **HAROLD KENNEDY**, marchand, tous
deux de la cité de Québec, en leur qualité d'exécuteurs
testamentaires de feu l'honorable George Irvine,
en son vivant de la cité de Québec, avocat,
à savoir :

Le lot No 2591 (deux mille cinq cent quatre-
vingt-onze), du cadastre officiel du quartier Saint-
Louis de la cité de Québec, étant un terrain situé
rue Saint-Louis—avec bâtisses, circonstances et
dépendances.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de
Québec, le TRENTIEME jour de JUIN prochain,
à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable
suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 25 mai 1899. 2039

[Première publication, 27 mai 1899.]

MANDAT DE CURATEUR.

Dans la Cour Supérieure.

Province de Québec, } **D**ANS l'affaire de ADOL-
District de Québec. } **PHE DOMBROWSKI**,
No 73. } de la cité de Québec, mar-
chand, insolvable, et **LEFAIVRE & TASCHE-**
REAU, curateurs conjoints, à savoir :

Saisi comme appartenant au dit insolvable.

1° Le lot No 414 (quatre cent quatorze), du ca-
dastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en
la cité de Québec, étant un emplacement situé rue
Ovide ou Chateauguay—avec bâtisses.

2° Le lot No 416 (quatre cent seize), du cadastre
officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité
de Québec, étant un emplacement situé rue Saint-
Ours ou Boulevard Langelier—avec bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Qué-
bec, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, à
DIX heures du matin. Le dit bref rapportable
suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 25 mai 1899. 2037

[Première publication, 27 mai 1899.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : **T**HE PEOPLE'S BANK OF
No 2317. **HALIFAX**, ayant son
principal bureau d'affaires en la ville de Halifax,
dans la Nouvelle-Ecosse, avec un bureau d'affaires
en la cité de Québec ; contre **ALPHONSE CHAR-**
LEBOIS, de la cité de Québec, à savoir :

Le droit d'usufruit durant la vie de Alphonse
Charlebois, de Québec, contracteur, et de Dame
Marie Flore Charlotte Valois, son épouse, sur : 1°
Le lot No 4443 (quatre mille quatre cent quarante-
trois), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm,
de la cité de Québec—avec maison et autres bâtisses ;
2° Le lot No 153 (cent cinquante-trois), du cadastre
officiel de la paroisse de Notre-Dame, Banlieue de
Québec—circonstances et dépendances. Les dits
droits d'usufruit sur les dits immeubles pour être
vendus en bloc et à la charge d'une rente foncière
de vingt-quatre piastres par année, payable semi-
annuellement aux représentants de Dame veuve
John Neilson.

Avis est par le présent donné que la vente des
immeubles saisis dans la présente cause, qui devait
avoir lieu à mon bureau, à Québec, le quatorzième
jour d'avril dernier, à dix heures du matin, aura lieu

FIERI FACIAS

Québec, to wit : **J** JEAN ALFRED CHARLE-
No. 2102. **BOIS**, notary public, and
VILDEBON WENCESLAS LARUE, notary
public, both of the city of Quebec, in their quality
of testamentary executors of the late Dame Zoé
Aubert de Gaspé, in her lifetime of Quebec, wife of
the late Honorable Charles Alleyne, in his lifetime of
Quebec, sheriff : against **JOHN LAIRD**, agent,
and **HAROLD KENNEDY**, merchant, both of the
city of Quebec, in their quality of testamentary
executors of the late Honorable George Irvine, in
his lifetime of the city of Quebec, advocate, to wit :

Lot No. 2591 (two thousand five hundred and
ninety-one), of the official cadastre of Saint Louis
ward, of the city of Quebec, being a lot situate on
Saint Louis street—with buildings, circumstances
and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec,
the THIRTIETH day of JUNE next, at TEN of the
clock in the forenoon. Said writ returnable accord-
ing to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff Office, Sheriff.
Quebec, 25th May, 1899. 2040

[First published, 27th May, 1899.]

CURATOR'S WARRANT.

In the Superior Court.

Province of Québec, } **I**N the matter of ADOL-
District of Québec. } **PHE DOMBROWSKI**,
No 73. } of the city of Québec, mer-
chant, insolvent, and **LEFAIVRE & TASCHE-**
REAU, joint curators, to wit :

Seized as belonging to the said insolvent.

1. Lot No 414 (four hundred and fourteen), of
the official cadastre for the parish of Saint Sauveur,
in the city of Québec, being a lot situate on Ovide
or Chateauguay street—with buildings.

2. Lot No 416 (four hundred and sixteen), of
the official cadastre for the parish of Saint Sauveur,
in the city of Québec, being a lot situate on Saint
Ours street or Boulevard Langelier—with build-
ings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on
the THIRTIETH day of JUNE, at TEN o'clock in
the forenoon. The said writ returnable according
to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 25th May, 1899. 2038

[First published, 27th May, 1899.]

FIERI FACIAS

Québec, to wit : **T**HE PEOPLE'S BANK OF
No. 2317. **HALIFAX**, having its chief
place of business in the town of Halifax, in Nova
Scotia, with a business office in the city of Québec ;
against **ALPHONSE CHARLEBOIS**, of the city of
Québec, to wit :

The right of usufruct during the lifetime of
Alphonse Charlebois, of Québec, contractor, and of
Dame Marie Flore Charlotte Valois, his wife, upon:
1. Lot No. 4443 (four thousand four hundred and
forty-three), of the official cadastre for Montcalm
ward, of the city of Québec—together with house
and other buildings ; 2. Lot No. 153 (one hundred
and fifty-three), of the official cadastre for the parish
of Notre Dame, Banlieue of Québec—circumstances
and dependencies. The said rights of usufruct on
the said immovables to be sold *en bloc*, subject to
the charge of an annual ground rent of twenty-four
dollars, payable semi-annually to the representa-
tives of the widow John Neilson.

Notice is hereby given that the sale of the lots
seized in the present cause, which should have
taken place at my office, at Québec, on the fourteenth
day of April last, at ten of the clock in the fore-

au même endroit, le DIX-NEUVIEME jour de
JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 25 mai 1899. 2069
[Première publication, 27 mai 1899.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; vs.
No 2033. } LFRANCOIS-XAVIER DU-
MONT, des cité et district de Québec, journalier, à
savoir :

Le lot No 1743 (mille sept cent quatrante-trois),
du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur,
en la cité de Québec, étant un emplacement situé
rue Kirouac—avec bâtisses ; sujet à une rente an-
nuelle de six piastres payable le 29 juin, aux Rév.
Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Québec, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à
DIX heures du matin. Le dit bref rapportable sui-
vant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 10 mai 1899. 1785-2
[Première publication, 13 mai 1899.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;
No 1452. } vs EMELIE DROUIN,
des cité et district de Québec, veuve de Jean Dion,
à savoir :

Le lot No 1712 (mille sept cent douze), du
cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la
cité de Québec, étant un terrain situé rue Sainte-
Marguerite—avec bâtisses ; sujet à une rente
foncière de trois piastres payable le 29 septembre
chaque année aux représentants de feu Dame et
Sieur Alexis Derousselle.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Québec, le SEIZIEME jour de JUIN prochain à
DIX heures du matin. Le dit bref rapportable
suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 10 mai 1899. 1789-2
[Première publication, 13 mai 1899.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC,
No. 2229. } contre CAROLINE PER-
RAULT, des cité et district de Québec, veuve de
Guillaume Cauchon, à savoir :

Le lot No. 707 (sept cent sept), du cadastre offi-
ciel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de
Québec, étant un emplacement situé rue Kirouac—
avec bâtisses ; sujet à une rente annuelle de cinq
piastres payable le 29 septembre, à MM. Roch et
Paschal Boisseau, de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Québec, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à
DIX heures du matin. Le dit bref rapportable
suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 10 mai 1899. 1787-2
[Première publication, 13 mai 1899.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

noon, will take place at the same place, on the
NINETEENTH day of JUNE next, at TEN of the
clock in the forenoon.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 25th May, 1899. 2070
[First published, 27th May, 1899.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 2033. } against FRANCOIS XA-
VIER DUMONT, of the city and district of Que-
bec, laborer, to wit :

Lot No. 1743 (one thousand seven hundred and
forty-three), of the official cadastre for the parish
of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a lot
situate on Kirouac street—with buildings ; subject
to an annual rent of six dollars payable to the
Hotel Dieu Nuns of Quebec, on the 29th day of
June.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on
the SIXTEENTH day of JUNE next, at TEN
o'clock in the forenoon. The said writ returnable
according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 10th May, 1899. 1786
[First published, 13th May, 1899.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC vs.
No. 1452. } EMILIE DROUIN, of the
city and district of Quebec, widow of Jean Dion,
to wit :

Lot No. 1712 (one thousand seven hundred and
twelve), of the official cadastre of Jacques Cartier
ward, of the city of Quebec, being a lot situate on
Sainte Margaret street—with buildings ; subject to
a ground rent of three dollars, payable on the 29th
of September of every year to the representatives
of the late Mrs. and Mr. Alexis Derousselle.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on
the SIXTEENTH day of JUNE next, at TEN of
the clock in the forenoon. Said writ returnable
according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 10th May, 1899. 1790
[First published, 13th May, 1899.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 2229. } against CAROLINE PER-
RAULT, of the city and district of Quebec, widow
of Guillaume Cauchon, to wit :

Lot No. 707 (seven hundred and seven), of the
official cadastre for the parish of Saint-Sauveur, in
the city of Quebec, being a lot situate on Kirouac
street—with buildings ; subject to a rent of five
dollars payable on the 29th of September, to Messrs
Roch and Paschal Boisseau, of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on
the SIXTEENTH day of JUNE, at TEN o'clock in
the forenoon. The said writ returnable according
to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 10th May, 1899. 1788
[First published, 13th May, 1899.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Kamouraska.

Malbaie, à savoir : } DAME ADELPHINE GIL-
No. 2407. } RARD, de la paroisse
Saint-Jean-Baptiste de l'Isle-Verte, veuve de feu
Jean-Baptiste Raymond, en son vivant marchand,
du même lieu ; contre JOSEPH GODRAULT, fils
d'Hubert, ci-devant du lieu appelé Bon-Désir,
Grandes-Bergeronnes, dans le district de Saguenay,
et maintenant de la ville de Coaticook, district de
Saint-François, savoir :

Les lots numéros trente-neuf et quarante (39 et 40), des premier et deuxième rangs des Bergeronnes, contenant en totalité environ trois cent vingt-cinq (325) acres en superficie ; bornés au sud au fleuve Saint-Laurent, au nord aux terres de la Couronne, au nord-est à Xavier Simard, au sud-ouest à François Gauthier—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en un seul lot, au bureau d'enregistrement du comté de Saguenay, à Sainte-Croix de Tadoussac, le SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. H. CIMON,

Bureau du shérif,
Malbaie, 29 avril 1899.

Shérif.
1651-2

[Première publication, 6 mai 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Kamouraska.

Malbaie, to wit : } DAME ADELPHINE GIL-
No. 2407. } RARD, of the parish of
Saint-Jean-Baptiste de l'Isle-Verte, widow of the
late Jean Baptiste Raymond, in his lifetime mer-
chant, of the same place ; against JOSEPH GO-
DREAULT, son of Hubert, formerly of the place
called Bon-Désir, Grandes Bergeronnes, in the dis-
trict of Saguenay, and now of the town of Coati-
cooke, district of Saint Francis, to wit :

Lots numbers thirty-nine and forty (39 and 40), of the first and second ranges of the Bergeronnes, containing in all three hundred and twenty-five (325) acres in area ; bounded on the south by the river Saint Lawrence, on the north by the Crown lands, on the north east by Xavier Simard, on the south west by François Gauthier—with the buildings thereon erected.

To be sold in one single lot, in the registry office of the county of Saguenay, at Sainte-Croix de Tadousac, on the SEVENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office,
Malbaie, 29th April, 1899.

Sheriff.
1652

[First published, 6th May, 1899.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } BERNARD QUINN,
No. 901. } du village de Wind-
sor Mills, dans le district de Saint-François, com-
merçant, Demandeur ; contre les terres et tenements
de PATRICK LING, du dit village de Windsor
Mills, dans le district de Saint-François, Défendeur,
à savoir :

Ce morceau de terre situé dans la ville de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, formant partie des lots numéros cent quarante-sept et cent quarante-huit (Nos 147 et 148), du plan du cadastre officiel et livre de renvoi pour le village de Windsor Mills ; borné comme suit : vers le nord-est par une ligne partant du coin est de la propriété de William S. Samson ou représentants, et courant sud-est à partir du dit coin soixante pieds, mesure anglaise, dans une ligne droite comme la continuation de la ligne de borne en arrière de la propriété du dit Samson, vers le nord-ouest par la ligne de borne sud-est de la propriété du dit Samson, et courant cent trente-huit pieds, mesure anglaise, du dit coin, vers le sud-est par une ligne parallèle à la dite ligne de borne sud-est de la propriété du dit Samson, et à une distance de soixante pieds, mesure anglaise, d'icelle, et courant quatre-vingt-six pieds, mesure anglaise de la ligne de borne nord-est de la propriété par le présent décrite, et vers le sud par une ligne droite courant entre les extrémités sud-ouest des lignes de borne nord-ouest et sud-est de la propriété par le présent décrite, la dite ligne de borne sud mesurant environ soixante et cinq pieds, ensemble avec le droit de passage d'au moins trente et un pieds de largeur, mesure anglaise, en commun avec William Harrison, ses héritiers ayant cause, représentants et aucun propriétaire ou occupant des terrains voisins, conduisant du chemin public dans une direction au choix de William Harrison, pourvu que le dit droit de passage touche le coin sud de la propriété par le présent décrite, le dit droit de passage devant servir comme passage de la dite propriété jusqu'au chemin public, et devant être fermé

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the district of Saint Francis

Saint Francis, to wit : } BERNARD QUINN,
No 901. } of the village of
Windsor Mills, in the district of Saint Francis,
trader, Plaintiff ; against the lands and tenements
of PATRICK LING, of the said village of Windsor
Mills, in the district of Saint Francis, Defendant,
to wit :

That piece of land situate in the town of Windsor Mills, in the district of Saint Francis, forming part of the lots numbers one hundred and forty-seven and one hundred and forty-eight (Nos 147 and 148), on the official cadastral plan and book of reference for the village of Windsor Mills ; bounded as follows : towards the north east by a line starting from the eastern corner of the property of William S. Samson or representatives, and running south easterly from said corner sixty feet, english measure, in straight line as the continuation of the rear boundary line of said Samson's property, towards the north west by the south east boundary line of said Samson's property, and running thereon one hundred and thirty-eight feet english measure from said corner, towards the south east by a line parallel to the said south east boundary line of said Samson's property, and at the distance of sixty feet, english measure, therefrom, and running down eighty-six feet english measure from the north east boundary line of the property hereby described, and towards the south by a straight line running between the south west extrimities of the north west and south-east boundary lines of the property hereby described, and measuring said south boundary line about sixty-five feet, together with a right of way of at least thirty-one feet wide english measure, in common with William Harrison, assigns, representatives and any owner or occupant of adjoining lands, leading from the highway in a direction at the option of William Harrison, provided said right of way strikes the south carner of the hereby described property, to be used said right of way as an outlet of said property to the highway, and to be ended

lorsqu'une rue régulière sera faite et ouverte sur la ligne de borne nord-est de la propriété par le présent décrite—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philippe de Windsor, dans la ville de Windsor Mills, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 25 mai 1899. 2071
[Première publication, 27 mai 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **HYPOLITE POULIOT**,
No 129. } **LIOT**, de Lowell,
dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis
d'Amérique, Demandeur ; contre les terres et tene-
ments de **RICHARD DROUIN**, de D'Israëli, dist-
rict de Saint-François, Défendeur, à savoir :

La moitié sud-ouest du lot numéro dix-neuf, dans le septième rang du canton de Garthby, dans le comté de Wolfe, dans le district de Saint-François, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton de Garthby, comme lot numéro dix-neuf a (No 19 a), dans le dit septième rang, contenant environ cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Luce, dans D'Israëli susdit, le SIXIEME jour de JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 1er mai 1899. 1653-2
[Première publication, 6 mai 1899.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, pour le comté de Terrebonne.

District de Terrebonne, } **WILLIAM GRAT-**
Ste-Scholastique, à savoir: } **TON**, Deman-
No. 3068. } **deur ; vs. FELIX**
BOIVIN ES-QUALITÉ, Défendeur, savoir :

Un terrain situé en la paroisse de Sainte-Sophie, comté et district de Terrebonne, étant la moitié du lot numéro deux cent treize (213), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse, la dite moitié étant la moitié touchant à la montée qui sépare le No. 213 du No. 212—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Sainte-Sophie, dit district, le HUITIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 2 mai 1899. 1689-2
[Première publication, 6 mai 1899.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

and closed when there is a regular street laid out and open on the north eastern boundary line of the hereby described property—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Philippe de Windsor, in the town of Windsor Mills, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next (1899), at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 25th May, 1899. 2072
[First published, 27th May, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **HYPOLITE POULIOT**,
No. 129. } **of Lowell**, in the State
of Massachusetts, one of the United States of America, Plaintiff ; against the lands and tenements of **RICHARD DROUIN**, of D'Israëli, district of Saint Francis, Defendant, to wit :

The south west half of the lot number nineteen, in the seventh range of the township of Garthby, in the county of Wolfe, in the district of Saint Francis, now known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Garthby, as the lot number nineteen a (No. 19 a), in the said seventh range, containing about fifty acres of land in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Luce, in D'Israëli aforesaid, on the SIXTH day of JUNE next, at ONE of the clock in the afternoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 1st May, 1899. 1654
[First published, 6th May, 1899.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court for the County of Terrebonne.

District of Terrebonne, } **WILLIAM GRAT-**
Ste Scholastique, to wit : } **TON**, Plaintiff ;
No. 3068. } **vs. FELIX BOIVIN,**
ES QUALITÉ, Defendant, to wit :

A lot situate in the parish of Sainte Sophie, county and district of Terrebonne, being the half of lot number two hundred and thirteen (213), of the official plan and book of reference for the said parish, the said half being the half touching to the ascent which separates No. 213 from No. 212—with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the village of Sainte-Sophie, said district, on the EIGHTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Shérif.
Sainte Scholastique, 2nd May, 1899. 1690
[First published, 6th May, 1899.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure—District de Montréal.*Trois-Rivières, à savoir : } **PIERRE GRAVEL**
No 770. } ET AL., Deman-deurs ; contre **ADELARD GREGOIRE ET AL.**,
conjointement et solidairement, Défendeurs.Comme appartenant au dit défendeur, solidaire,
Adélar. l Grégoire, savoir :

Un demi lot de terre situé dans la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, dans le rang sud-est Saint-Flavien, numero 74, de division primitive du dit rang, contenant environ trente arpents en superficie ; borné en front par le chemin de front, en arrière par le cordon du rang nord-ouest Saint-Félix, du côté nord-est par Téléphore Racine, et du côté sud-ouest par Louis Héroux, étant la moitié du numéro 253, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 23 mai 1899. 2035
[Première publication, 27 mai 1899.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par arrêté en conseil, en date du 18 mai 1899, de nommer M. Joseph Napoléon Legault, notaire, de Vaudreuil, greffier de la cour de circuit pour le comté de Vaudreuil, aux lieu et place de Charles Eugène Bastien, dont la commission est révoquée. 1989

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par arrêté en conseil, en date du 18 mai 1899, de nommer M. Joseph Napoléon Lefebvre, notaire, de Rigault, registrateur de la division d'enregistrement du comté de Vaudreuil, en remplacement de M. François de Salles Bastien, décédé. 1991

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par arrêté en conseil, en date du 18 mai 1899, de nommer MM. Cyrias Roy, avocat, et Amédée Beaubien, notaire, tous deux de la ville de Montmagny, conjointement protonotaire de la cour supérieure, greffier de la cour de circuit, greffier de la Couronne et greffier de la paix pour le district de Montmagny, en remplacement de MM. Bender et Beaubien, dont la commission est devenue caduque par le décès de M. Bender. 2075

Avis du Gouvernement

No 850-99

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.*Erection de municipalité.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Orford, comté de Sherbrooke, la paroisse de Saint-Elie d'Orford, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "Saint-Elie d'Orford," avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation du 27 mai 1889. Cette érection devant prendre effet le premier juillet prochain (1899). 2065

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*Three Rivers, to wit : } **PIERRE GRAVEL ET**
No. 770. } AL, Plaintiffs ; against**ADELARD GREGOIRE ET AL.**, jointly and severally, Defendants.

As belonging to the said joint and several defendant, Adelard Grégoire, to wit :

A half lot of land situate in the parish of Notre Dame du Mont Carmel, in the south east range Saint Flavien, number 74, of the primitive division of the said range, containing about thirty arpents in area ; bounded in front by the front road, in rear by the division line of the north west range of Saint Félix, on the north east side by Téléphore Racine, and on the south west side by Louis Héroux, being the half number 253, on the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Notre Dame du Mont Carmel—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 23rd May, 1899. 2036
[First published, 27th May, 1899.]

Appointments

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the 18th day of May, 1899, to appoint Mr Joseph Napoléon Legault, notary, of Vaudreuil, clerk of the circuit court for the county of Vaudreuil, in the place and stead of Charles Eugène Bastien, whose commission is revoked. 1990

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the 18th of May, 1899, to appoint Mr Joseph Napoléon Lefebvre, notary, of Rigault, registrar for the registration division of the county of Vaudreuil, to replace Mr Francois de Salles Bastien, deceased. 1992

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the 18th of May, 1899, to appoint Messrs. Cyrias Roy, advocate, and Amédée Beaubien, notary, both of the town of Montmagny, joint prothonotary of the superior court, clerk of the circuit court, clerk of the Crown, and clerk of the peace for the district of Montmagny, to replace Messrs. Bender and Beaubien whose commission has expired by the decease of Mr Bender. 2076

Government Notices

No. 850-99

PUBLIC INSTRUCTION DEPARTMENT.

NOTICE.*Erection of municipality.*

Application is made to detach from the school municipality of Orford, county of Sherbrooke, the parish of Saint Elie d'Orford, and to erect it into a distinct school municipality, for catholics only, by the name of "Saint Elie d'Orford," with the limits which are assigned to it by the proclamation of the 27th of May, 1889. This erection to take effect on the 1st of July next (1899). 2066

No. 1071.98

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Rectification de limites de municipalités scolaires.

Demande est faite pour que la municipalité scolaire de "Notre-Dame de Bonsecours," comté d'Ottawa, ait les mêmes limites que celles reconnues pour la paroisse du même nom, servant aux fins religieuses ; moins, la partie détachée par la proclamation en date du 29 août 1878, formant le village de Monté Bello, dans le même comté. 2063

857-99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Erection de municipalité.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jean Chrysostôme, comté de Lévis, l'arrondissement No 7 de cette municipalité, à partir du lot No 54 jusqu'au lot No 90, inclusivement, du cadastre de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, pour l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Penin".

Cette érection devant prendre effet le premier juillet prochain 1899. 2067

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2931.

Dame Anastasie Tessier, de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Louis Lalonde, Demanderesse ;

vs.

Louis Lalonde, entrepreneur, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens fut intentée, ce jour, contre le défendeur.

MASSON & LAMOTHE,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 15 mai 1899. 2017

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montmagny. }
No. 228.

Dame Clarisse Tremblay, de la paroisse de Sainte Louise, et temporairement de l'endroit appelé Fitchburg, dans le Massachusetts, un des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, épouse de Narcisse Lemieux, cultivateur, de la même paroisse, dûment autorisée par un juge de la cour supérieure, a, ce jour, pris une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

LANGELIER & MARTINEAU,
Avocats de la demanderesse.

Montmagny, 22 mai 1899. 2059

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, des statuts révisés de la province de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera : "The Montreal Optical Company" ;

No. 1071.98

PUBLIC INSTRUCTION DEPARTMENT.

NOTICE.

Rectification of boundaries of school municipalities.

Application is made that the school municipality of "Notre-Dame de Bonsecours, county of Ottawa, have the same limits as those recognized for the parish of that name, used for religious purposes ; less, the part detached by the proclamation dated the 29th of August, 1878, forming the village of Monte Bello, in the same county. 2064

857-99.

PUBLIC INSTRUCTION DEPARTMENT.

NOTICE.

Erection of municipality.

Application is made to detach the school municipality of Saint-Jean Chrysostôme, county of Lévis, the district No. 7 of that municipality, starting from lot No. 54 to lot No. 90, included, of the cadastre of the parish of Saint-Jean Chrysostôme, to erect it into a distinct school municipality by the name of "Penin".

This erection to take effect on the first of July next 1899. 2068

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2931.

Dame Anastasie Tessier, of Montreal, said district, wife common as to property of Louis Lalonde, Plaintiff ;

vs.

Louis Lalonde, contractor, of the same place, Defendant.

An action for separation of property has been instituted, this day, against the defendant.

MASSON & LAMOTHE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th May, 1899. 2018

Canada, }
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Montmagny. }
No. 228.

Dame Clarisse Tremblay, of the parish of Sainte Louise, now at the place called Fitchburg, in Massachusetts, one of the United States of America, wife of Narcisse Lemieux, farmer, of the same parish, duly authorized by a judge of the superior court, has, this day, taken an action for separation from bed and board and as to property against her said husband.

LANGELIER & MARTINEAU,
Attorneys for plaintiff.

Montmagny, 22nd May, 1899. 2060

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor of the province of Québec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, of the Revised Statutes of the province of Québec, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes herein-after mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is : "The Montreal Optical Company" ;

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de manufacturer, acheter, vendre, importer des articles optiques et des bijouteries et en faire le commerce ;

3° La principale place d'affaires de la compagnie proposée sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec ;

4. Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres (\$50,000) ;

5° Le nombre d'actions sera de cinq mille de la valeur de dix piastres (\$10.00) chacune ;

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants, lesquels sont tous sujets anglais, sont comme suit :

Joseph Samuel Leo, marchand ; James Warner, comptable ; Tristram Coffin, opticien ; Emma Cohan Leo, épouse de Joseph S. Leo, et Beaumont Shepherd, gérant, tous des cité et district de Montréal. Les trois premiers nommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 23 mai 1899. 2043

PROVINCE DE QUÉBEC.

DISTRICT ELECTORAL DE MATANE.

ELECTION DU 11 JANVIER 1899.

Résumé de l'état de compte des dépenses légales d'élection, du candidat Herménégilde Boulay, du 27 décembre 1898 au 8 janvier 1899.

Pour messages télégraphiques, passages à bord des chars, charretiers, loyers de maisons pour comités, pensions, copies de listes électorales, etc. \$ 49 71

(Signé) H. BOULAY, Candidat.

(Attesté) J. B. SAUCIER, Officier-rapporteur.

Matane, 23 mai 1899. 2001

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières, } *Cour Supérieure.*

In re J. N. Lamy, cultivateur et commerçant d'instruments aratoires, d'Yamachiche, Failli ;
et

Arthur Gagnon & L. A. Caron, Curateurs conjoints.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au quinzième jour de juin 1899, après laquelle date les dividendes seront payables à nos bureaux.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Gagnon & Caron,
41, Bâtiment des Tramways.
Montréal, 25 mai 1899. 2073

2. The objects for which incorporation is sought, are : to manufacture, buy, sell, import and deal in optical and jewellery goods ;

3. The chief place of business of the proposed company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec ;

4. The intended amount of the capital stock of the said company is fifty thousand (\$50,000) dollars ;

5. The number of shares is to be five thousand of the value of ten (\$10.00) dollars each ;

6. The names in full with the addresses and callings of each of the applicants, who are all British subjects, are as follows :

Joseph Samuel Leo, merchant ; James Warner, accountant ; Tristram Coffin, optician ; Emma Cohen Leo, wife of Joseph S. Leo, and Beaumont Shepherd, manager, all of the city and district of Montreal, of whom the first three shall be the first of provisional directors of the said company.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,
Solicitors for applicants.

Montreal, 23rd May, 1899. 2044

PROVINCE OF QUEBEC.

ELECTORAL DISTRICT OF MATANE.

ELECTION OF THE 11TH JANUARY, 1899.

Summary of the statement of account of the legal election expenses of the candidate Herménégilde Boulay, from the 27th of December, 1898 to the 8th of January, 1899.

For telegrams, traveling on cars, carter's hire and rent of houses for committees, boarding, copies of election lists, &c. \$ 49 71

(Signed) H. BOULAY, Candidate.

(Attested) J. B. SAUCIER, Returning officer.

Matane, 23rd May, 1899. 2002

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Three Rivers, } *Superior Court.*

In re J. N. Lamy, farmer and trader, of agricultural implements, of Yamachiche, Insolvent ;
and

Arthur Gagnon & L. A. Caron, Joint curators.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to object until the 15th of June, 1899, after which date the dividends will be payable at our offices.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

Office of Gagnon & Caron,
41, Street Railway Building.
Montreal, 25th May, 1899. 2074

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 21

ANNEXION DE MUNICIPALITÉS — Demande d' : — A Saint-Christophe divers lots de Saint-Norbert, 1100 ; Divers lots de la paroisse de Vaudreuil au village de Dorion, 1100.

ANNONCEURS — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1087.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE : — Québec Central Railway, 1112.

ASSEMBLÉE SPÉCIALE GÉNÉRALE : — Québec Central Railway, 1112.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1102 ; Conseil législatif, 1101.

DÉPENSES D'ÉLECTION : — District électoral de Matane, 1135.

EXAMENS : — Candidats pour licence de mesureur de bois, 1101.

ERRATUM : — Joseph Benjamin Nadeau au lieu de Jean B. Nadeau, 1104.

FALLIS : — Aumond, 1113 ; Boulard & Cie, 1113 ; Bulmer & Co, 1113 ; Dme Wright, 1114 ; Dme Wright, 1114 ; Frenette, 1115 ; Gales, John H., 1114 ; Gales, John H., 1115 ; Gales, Ths H., 1114 ; Gales, Ths H., 1115 ; Jobidon, 1114 ; Lamy, 1135 ; McLaurin & Co, 1115 ; Munro, 1115 ; Roireau, 1113.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — La Cie des Sept Iles, 1111 ; La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka, 1109 ; L'association des concerts d'été, 1108 ; Roxton Novelty Chair Coy, 1109 ; The Eastern Townships Electric Coy, 1110 ; The Eclipse Acetylene Coy, 1110 ; The Montreal Optical Coy, 1134 ; The Saint Eustache Canning Coy, 1112 ; The Slater Shoe Coy, 1107.

LICITATIONS : — Dme Currie et vir vs Duncan et al, 1118 ; Frasier vs Frasier, 1119.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT : — Victor Normandin, 1098.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : — Demande d'ériger en : — La Visitation de la B. V. Marie, 1101 ; Notre-Dame de Lourdes de Ham Nord, 1100 ; Penin, 1134 ; Saint-Antoine de Pontbriand, 1100 ; Saint-Elie d'Orford, 1133.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : — Demande de rectification de limites de : — Notre-Dame de Bonsecours, 1134.

NOMINATIONS : — Commissaire pour recevoir affidavits : — Province de Québec, 1088.

Conseil de l'Instruction Publique, membres du : — Alph. Pelletier et G. J. Walker, 1088.

Greffier de Cour de Circuit : — Co. Vaudreuil, 1133.

Juges de Paix : — Districts : Montréal, 1088 ; Ottawa, 1088 ; Saguenay, 1088.

Juge de paix, en vertu de l'art. 2572, S. R. : — M. J. A. Mercier, 1088.

Procureur-général : — Hon. S. N. Parent, 1087.

Registreur : — Comté de Vaudreuil, 1133.

Secrétaire et Régistreur : — Hon. Jos. Shehyn, 1087.

PROCLAMATIONS : — Aote de tempérance du Canada, 1088 ; Cadastre : Comtés de Beauce, 1096 ; Bonaventure, 1091 ; Stanstead, 1093 ; Convocation des Chambres *pro forma*, 1090.

RATIFICATION : — Cascapedia Pulp and Lumber Coy, 1120.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 21

MUNICIPALITIES ANNEXED : — Application for : — To Saint-Christophe several lots of Saint-Norbert, 1100 ; Several lots of the parish of Vaudreuil to the village of Dorion, 1100.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c, 1087.

ANNUAL GENERAL MEETING : — Québec Central Railway, 1112.

SPECIAL GENERAL MEETING : — Québec Central Railway, 1112.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notice Respecting the : — Legislative Assembly, 1102 ; Legislative Council, 1101.

ELECTION EXPENSES : — Electoral district of Matane, 1135.

EXAMINATIONS : — Candidates for licenses as lumber culler, 1101.

ERRATUM : — Joseph Benjamin Nadeau instead of Jean B. Nadeau, 1104.

INSOLVENTS : — Aumond, 1113 ; Boulard & Cie, 1113 ; Bulmer & Co, 1113 ; Dme Wright, 1114 ; Dme Wright, 1114 ; Frenette, 1115 ; Gales, John H., 1114 ; Gales, John H., 1115 ; Gales, Ths H., 1114 ; Gales, Ths H., 1115 ; Jobidon, 1114 ; Lamy, 1135 ; McLaurin & Co, 1115 ; Munro, 1115 ; Roireau, 1113.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — The Seven Islands Coy, 1111 ; La Société anonyme Honfleur sur Péribonka, 1109 ; L'association des concerts d'été, 1108 ; Roxton Novelty Chair Coy, 1109 ; The Eastern Townships Coy, 1110 ; The Eclipse Acetylene Gas Coy, 1110 ; The Montreal Optical Coy, 1134 ; The Saint Eustache Canning Coy, 1112 ; The Slater Shoe Coy, 1107.

LICITATIONS : — Dme Currie et vir vs Duucan et al, 1118 ; Frasier vs Frasier, 1119.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR : — Victor Normandin, 1098.

SCHOOL MUNICIPALITIES : — Application to erect in : — La Visitation de la B. V. Marie, 1101 ; Notre Dame de Lourdes de Ham Nord, 1100 ; Penin, 1134 ; Saint Antoine de Pontbriand, 1100 ; Saint Elie d'Orford, 1133.

SCHOOL MUNICIPALITIES : — Application for rectification of limits of : — Notre Dame de Bonsecours, 1134.

APPOINTMENTS : — Commissioner to receive affidavits : — Province of Quebec, 1088.

Council of Public Instruction, members of : — Alph. Pelletier et G. J. Walker, 1088.

Clerk of Circuit Court : — Co. of Vaudreuil, 1133.

Justices of the peace : — District : Montreal, 1088 ; Ottawa, 1088 ; Saguenay, 1088.

Justice of the peace, under art. 2536, R. S. : — Mr. J. A. Mercier, 1088.

Attorney general : — Hon. S. N. Parent, 1087.

Registrar : — County of Vaudreuil, 1133.

Secretary and Registrar : — Hon. Jos. Shehyn, 1087.

PROCLAMATIONS : — Canada Temperance Act, 1088 ; Cadastre : Counties of Beauce, 1096 ; Bonaventure, 1091 ; Stanstead, 1093 ; Parliament convoked *pro forma*, 1090.

RATIFICATION : — Cascapedia Pulp and Lumber Coy, 1120.

RÈGLES DE COUR :—DeGuise vs Michelin, 1117 ; Côté vs Lebel, 1117 ; La fonderie de Drummondville, 1116.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Bachand vs Fournier, 1106 ; Champagne vs Lavallée, 1106 ; Chenette vs Peltier, 1105 ; Ducharme vs Lamethé, 1107 ; England vs Guillet, 1107 ; Forget vs Fleuront, 1107 ; Giasson vs Pelchat, 1106 ; Godin vs St-Germain, 1107 ; Hadd vs Pelletier, 1105 ; Letourneux vs Duchesne, 1105 ; Lloyd vs Lambe, 1107 ; Longpré vs Colletette, 1106 ; Montreuil vs Parent, 1105 ; Murphy vs Ling, 1104 ; Roach vs Stone, 1106 ; Tessier vs Lalonde, 1134 ; Trudel vs Monette, 1105 ; Vermette vs Parent, 1106.

SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS :—Dame Joly vs Garneau, 1105 ; Tremblay vs Lemieux, 1134.

TERRES DE LA COUROYNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cartens Denonville, 1099 ; Duquesne, 1099 ; Macpès, 1099 ; Neigette, 1099.

VENTE DE FAILLITE :—Fontaine, 1116.

VENTE DE :—Pouvoir d'eau, îles et îlots, 1199.

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEAUCE :—McArthur Brothers Coy vs Coupal, 1120.

BEDFORD :—Wilson vs Wilson, 1121.

CHICOUTIMI :—Blair vs Potvin, 1123 ; Gilbert vs Girard, 1122 ; Harvey vs Savard, 1122 ; Thérien vs Girard, 1123.

GASPÉ :—Cowan *et al*, vs Lepage, 1124.

IBERVILLE :—McQueen vs Grégoire, 1124.

KAMOURASKA :—Dme Bouchard vs Lagacé, 1125 ; Lebel vs Levasseur, 1125.

MONTREAL :—Defayette *et al*, vs Narreau, 1127 ; Dme Hernois vs Henrichon, 1126 ; Harrington vs Brouillet, 1127 ; Lefebvre *es-qual*, vs Aubry, 1126 ; The Sun Life Assurance Coy of Canada vs Mandeville, 1128.

QUEBEC :—Charlebois *et al* vs Laird *et al*, 1129 ; Dombrowski, failli, 1129 ; La Cité de Québec vs Dme Drouin, 1130 ; La Cité de Québec vs Dme Perrault, 1130 ; La Cité de Québec vs Dumont, 1130 ; The People's Bank of Halifax vs Charlebois, 1129.

SAGUENAY :—Girard vs Godreault, 1131.

SAINT-FRANÇOIS :—Pouliot vs Drouin, 1132 ; Quinn vs Ling, 1131.

TERREBONNE :—Gratton vs Boivin *es-qual*, 1132.

TROIS-RIVIÈRES :—Gravel *et al* vs Gregoire *et al*, 1133.

RULES OF COURT :—DeGuise vs Michelin, 1117 ; Côté vs Lebel, 1117 ; The Drummondville Foundry, 1116.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Bachand vs Fournier, 1106 ; Champagne vs Lavallée, 1106 ; Chenette vs Peltier, 1105 ; Ducharme vs Lamothe, 1107 ; England vs Guillet, 1107 ; Forget vs Fleuront, 1107 ; Giasson vs Pelchat, 1106 ; Godin vs St. Germain, 1107 ; Hadd vs Pelletier, 1105 ; Letourneux vs Duchesne, 1105 ; Lloyd vs Lambe, 1107 ; Longpré vs Colletette, 1106 ; Montreuil vs Parent, 1105 ; Murphy vs Ling, 1104 ; Roach vs Stone, 1106 ; Tessier vs Lalonde, 1134 ; Trudel vs Monette, 1105 ; Vermette vs Parent, 1106.

SEPARATIONS FROM BED AND BOARD :—Dames Joly vs Garneau, 1105 ; Tremblay vs Lemieux, 1134.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, &c.* :—Townships Denonville, 1199 ; Duquesne, 1199 ; Macpès, 1199 ; Neigette, 1199.

INSOLVENT'S SALE :—Fontaine, 1116.

SALE OF :—Water power, islands and islets, 1199.

SHERIFF'S SALES :

BEAUCE :—McArthur Brothers Coy vs Coupal, 1120.

BEDFORD :—Wilson vs Wilson, 1121.

CHICOUTIMI :—Blair vs Potvin, 1123 ; Gilbert vs Girard, 1122 ; Harvey vs Savard, 1122 ; Thérien vs Girard, 1123.

GASPÉ :—Cowan *et al* vs Lepage, 1124.

IBERVILLE :—McQueen vs Grégoire, 1124.

KAMOURASKA :—Dme Bouchard vs Lagacé, 1125 ; Lebel vs Levasseur, 1125.

MONTREAL :—Defayette *et al* vs Narreau, 1127 ; Dme Hernois vs Henrichon, 1126 ; Harrington vs Brouillet, 1127 ; Lefebvre *es-qual*, vs Aubry, 1126 ; The Sun Life Assurance Coy of Canada vs Mandeville, 1128.

QUEBEC :—Charlebois *et al* vs Laird *et al*, 1129 ; Dombrowski, insolvent, 1129 ; The City of Quebec vs Dme Drouin, 1130 ; The city of Quebec vs Dme Perrault, 1130 ; The City of Quebec vs Dumont, 1130 ; The People's Bank of Halifax vs Charlebois, 1129.

SAGUENAY :—Girard vs Godreault, 1131.

SAINT FRANCIS :—Pouliot vs Drouin, 1132 ; Quinn vs Ling, 1131.

TERREBONNE :—Gratton vs Boivin *es-qual*, 1132.

THREE RIVERS :—Gravel *et al* vs Grégoire *et al*, 1133.

